



CITC

CANADIAN ISSUES
THÈMES CANADIENS

AUTOMNE 2016

**LES FEMMES ET LE CANADA :
ÉPREUVES, RÉUSSITES
ET LUTTE POUR LE DROIT DE VOTE**



CELINE COOPER
VERONICA STRONG-BOAG
YOLANDE COHEN

JOAN SANGSTER
LINDA MCDOWELL
MERNA FORSTER

CORA J. VOYAGEUR
SHARON COOK
DR. ROSE FINE-MEYER

Construisons un meilleur avenir
dans l'esprit de chacun de nos élèves.



Questionnez les droits de l'Homme au Musée canadien des droits de la personne. Les programmes scolaires - disponibles en français et en anglais - sont accessibles à tous et adaptés à chaque niveau scolaire, par classe d'âge.

Ou retrouvez vous face à face avec les ours polaires du Voyage à Churchill au zoo du Parc Assiniboine et apprenez comment réduire votre empreinte carbone sur l'environnement.

Les possibilités d'apprentissage sont infinies.

Contactez Sarah à Tourism Winnipeg au 1-855-PEG-CITY pour en savoir plus sur les voyages scolaires ou consultez notre site internet tourismwinnipeg.com/travel-trade pour plus d'informations.

 tourismwinnipeg.com

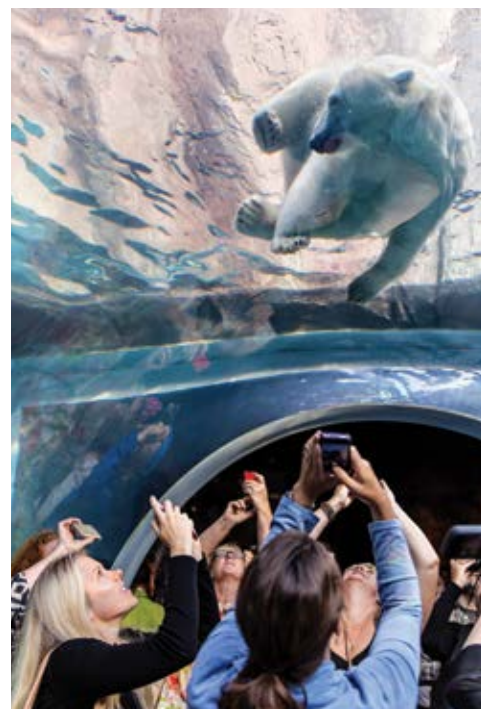


TABLE DES MATIÈRES

- 7 **INTRODUCTION**
LES FEMMES ET LE CANADA : ÉPREUVES, RÉUSSITES ET UN SIÈCLE DE SUFFRAGE
Celine Cooper
- 10 **LES SUFFRAGETTES APRÈS LE SUFFRAGE : LES VAGUES CONTINUES DU FÉMINISME**
Joan Sangster
- 16 **LES FEMMES DES PREMIÈRES NATIONS LORS DU COMMERCE DES FOURRURES :
D'ESSENTIELLES À REDONDANTES**
Cora J. Voyageur
- 21 **LES CAMPAGNES DE LA JUSTICE DE GENRE : LE SUFFRAGE FÉMININ AU CANADA**
Veronica Strong-Boag
- 27 **NELLIE N'ÉTAIT PAS SEULE...**
Linda McDowell
- 32 **L'INFLUENCE DES FEMMES LORS DE LA CRÉATION DU CANADA :
LE RAYONNEMENT DE LA TEMPÉRANCE JUSQUE DANS LE 21^E SIÈCLE**
Sharon Cook
- 37 **L'INTÉGRATION DES FEMMES À LA VIE POLITIQUE AU CANADA : DE LA DÉMOCRATIE
REPRÉSENTATIVE À LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE**
Yolande Cohen
- 42 **MODERNISER NOTRE DEVISE :
LES FEMMES CANADIENNES SUR LES BILLETS DE BANQUE**
Merna Forster
- 46 **UNE RÉCOMPENSE POUR LEUR TRAVAIL DANS LES CHAMPS ET LES USINES » :
LES SUFFRAGETTES CANADIENNES TELLES QUE REPRÉSENTÉES DANS DES TEXTES
DE L'ONTARIO**
Rose Fine-Meyer

THÈMES CANADIENS EST PUBLIÉ PAR



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES CANADIENNES

AYMAN AL-ASSINI

Président du Conseil d'administration, Montréal, Québec

MADINE VANDERPLAAT

Professeure, département de sociologie, Université Saint Mary's,
Halifax, Nouvelle-Écosse

YOLANDE COHEN

Professeure, département d'histoire, Université du Québec
à Montréal, Montréal, Québec

LLOYD WONG

Professeur, département de sociologie, Université de Calgary

MADÉLINE ZINIAK

Consultante, Présidente de l'Association des médias ethniques
canadiens, Toronto, Ontario

CLINE COOPER

Candidate au doctorat, OISE/Université de Toronto, Montréal, Québec

HERBERT MARX

Montréal, Québec

JEAN TEILLET

Associé principal à Pape Salter Teillet LLP, Vancouver,
Columbia-Britannique

VIVEK VENKATESH

Professeur aux cycles supérieurs en technologies de l'éducation,
Université Concordia, Montréal, Québec



JACK JEDWAB

Président et chef de la direction

JAMES ONDRICK

Directeur des programmes et administration

SARAH KOOI

Chargée de projets principale

VICTORIA CHWALEK

traductrice

CAMILAHGO. STUDIO CRÉATIF

Design et mise en page

Thèmes canadiens est une publication trimestrielle de l'Association d'études canadiennes (AEC). Elle est distribuée gratuitement aux membres de l'AEC. CITC est une publication bilingue. Tous les textes émanant de l'AEC sont publiés en français et en anglais. Tous les autres textes sont publiés dans la langue d'origine. Les collaborateurs et collaboratrices de Thèmes canadiens sont entièrement responsables des idées et opinions exprimées dans leurs articles. L'Association d'études canadiennes est un organisme pancanadien à but non lucratif dont l'objet est de promouvoir l'enseignement, la recherche est les publications sur le Canada.

Thèmes canadiens bénéficie de l'appui financier du Gouvernement du Canada par le biais du Fonds pour l'histoire du Canada du ministère du Patrimoine canadien pour ce projet.

COURRIER

Des commentaires sur ce numéro ?

Écrivez-nous à Diversité canadienne :

Diversité canadienne / AEC
1822A, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H3H 1E4

Ou par courriel au <james.ondrick@acs-aec.ca>

Vos lettres peuvent être modifiées pour des raisons éditoriales.



@CANADIANSTUDIES

Les 12 finalistes pour un nouveau billet de banque avec une femme canadienne emblématique sont: Pitseolak Ashoona, Emily Carr, Thérèse Casgrain, Viola Desmond, Lotta Hitschmanova, E. Pauline Johnson (Tekahionwake), Elizabeth (Elsie) MacGill, Nellie McClung, Lucy Maud Montgomery, Fanny (Bobbie) Rosenfeld, Gabrielle Roy, and Idola-St-Jean.

(Image de couverture wcourtoisie de la Banque du Canada)



Le plus que nous en connaissons sur notre histoire, le mieux nous comprenons d'où nous sommes venus et où nous nous dirigeons. Apprendre à propos de notre histoire nous aide à nous remémorer notre passé et faire face à notre avenir avec confiance et optimisme.

Notre gouvernement est fier de soutenir des organisations comme l'AEC qui améliorent la compréhension des Canadiens à propos de notre pays. Alors que nous nous préparons à célébrer le 150^e anniversaire de la Confédération en 2017, nous avons la merveilleuse occasion de souligner les anniversaires, les individus et les événements importants qui ont façonné notre pays. Ceci inclut le centenaire de l'obtention du droit de vote des femmes au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta – un premier pas vers l'égalité et les droits des femmes au Canada.

En tant que ministre de Patrimoine canadien, j'aimerais féliciter l'AEC sur son engagement à veiller à ce que notre passé collectif possède une présence vibrante au Canada aujourd'hui. Je souhaite à tous les participants un plaisant et productif congrès.



L'Honorable Mélanie Joly

Canada

"Having worked with rival tour companies, I can safely say that Explorica is miles beyond the rest. Explorica works to meet your needs as a teacher and as an individual—you never feel like just another customer."

—Alexander R.,
2015 Italy & Greece tour



Language immersion tours

At the guaranteed best prices

We invite you to experience the Explorica difference.



Superior quality

Hotels closer to city centres, excellent meals and more cultural immersion activities are just a few of the reasons why teachers choose Explorica.



Guaranteed best prices

We guarantee the best prices in educational travel, and our expert program consultants work with you to make your tour meet your budget.



Total flexibility

Whether you'd like to change a few details or build an entirely custom tour, we'll make it happen.



Commitment to affordability

We offer scholarship opportunities, online personal fundraising pages, and group fundraising support to make travel attainable for more of your students.

**Stop by our booth
to learn more**

1.888.378.8845
explorica.ca/compare

INTRODUCTION

LES FEMMES ET LE CANADA : ÉPREUVES, RÉUSSITES ET UN SIÈCLE DE SUFFRAGE

CELINE COOPER

En tant que domaine d'étude historique, le récit du suffrage féminin au Canada continue d'évoluer et de se développer. Cette édition de *Canadian Issues/Thèmes canadiens* marque le centième anniversaire du projet de loi qui a étendu le droit de vote aux femmes au Manitoba, ouvrant donc la voie pour une éventuelle émancipation des femmes à travers tout le pays. Les huit contributrices de ce numéro partagent leurs réflexions et leurs motivations sur le travail accompli dans ce domaine.

La relation entre les femmes et l'État-nation canadien n'a jamais été statique ; elle a toujours été multiple et en transformation continue, façonnée de différentes façons par les intersections du genre, de la race, de la classe, de la langue, de l'handicap, de l'âge et de la sexualité. Le suffrage en soi avait été un processus irrégulier et inégal. Sous la Loi constitutionnelle de 1791 qui avait créé le Haut et le Bas-Canada, certaines femmes propriétaires

au Québec possédaient déjà le droit de vote. Ceci a changé en 1849 lorsque le parlement a adopté un projet de loi excluant les femmes du droit de vote. Il y avait des différences entre les provinces lorsque le vote a été étendu aux femmes blanches au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta en 1916 alors que leurs homologues au Québec n'ont pu bénéficier de ce droit qu'en 1940, largement à cause de la résistance de la puissante Église catholique romaine. À travers le 19^e siècle et jusque dans le 20^e siècle, le mouvement populaire du suffrage — aussi radical qu'il était à cette époque — était le reflet de la perspective coloniale des femmes blanches Anglo-Européenne de la classe moyenne. Plusieurs femmes et hommes n'ont pas été éligibles au vote longtemps après la Seconde Guerre mondiale à cause de leurs statuts raciaux, de leurs statuts d'autochtone ou de leurs statuts d'immigrant. Il n'était pas permis pour les Premières Nations de voter jusqu'en 1960 sans avoir à abandonner leurs

droits issus des traités.

À travers les cent dernières années, le Canada a fait de grands progrès en ce qui concerne le renforcement de la représentation politique féminine dans un système démocratique libéral. Deux exemples récents viennent à l'esprit. Pendant une période brève en 2013, des femmes premières ministres étaient à la tête de cinq provinces et d'un territoire, ce qui compte pour 85 pour cent de la population du Canada — Ontario, Québec, Terre-Neuve et Labrador, Alberta, Colombie-Britannique et Nunavut. (Aujourd'hui, seulement Kathleen Wynne en Ontario et Christie Clark en Colombie-Britannique sont encore premières ministres). En novembre dernier, le gouvernement fédéral libéral nouvellement élu a créé un précédent en nommant le premier cabinet paritaire de l'histoire du pays. Peu de temps après avoir été assermenté en tant que 23^e premier ministre du Canada, un journaliste a demandé à Justin Trudeau — qui se proclame féministe — pourquoi il était si important d'avoir un cabinet paritaire. Sa désormais célèbre réponse a été « Parce qu'on est en 2015 ».

Progrès? Absolument. En même temps, les contributrices de ce numéro nous poussent encore plus à nous questionner sur nos façons de mesurer le succès dans la lutte continue pour l'égalité entre les sexes au début du 21^e siècle. Ceci implique une réflexion à propos d'une gamme de contextes institutionnels et sociaux. Leurs observations sur un siècle de suffrage des femmes se concentrent vaguement autour de thèmes touchant à l'édification de la nation canadienne; la citoyenneté, la démocratie et les formes de participation politique; la diversité et la représentation des expériences des femmes dans les archives historiques; l'imbrication

des hiérarchies du pouvoir dans le suffrage et, par extension, les mouvements féministes, et la persistance des inégalités sociales dans notre démocratie libérale contemporaine.

Cora J Voyageur met au défi le legs colonial des archives historiques et son effacement des savoirs, des habilités et du statut des femmes des Premières Nations dans la société précoloniale et leur rôle essentiel dans la création du Canada, particulièrement durant les premiers temps de contact des Européens et de l'industrie de la traite des fourrures. **Linda McDowell** accorde dûment à l'héroïne Nellie McClung son rôle de dirigeante dans la campagne révolutionnaire pour le vote des femmes tout en mettant en relief quelques-uns des noms et des récits oubliés dans cette lutte. **Rose Fine-Meyer** étudie l'évolution des expériences historiques des femmes avec le suffrage telles que représentées dans les manuels scolaires de l'Ontario entre 1922 et 2014. Elle discute, entre autres choses, de la problématique de l'exclusion de diverses organisations de femmes à travers le Canada ainsi que du caractère transnational de ce militantisme qui avaient lié les femmes canadiennes à d'autres mouvements à travers le Commonwealth et les États-Unis. **Merna Forster** détaille ses récentes expériences dans sa lutte pour mettre une femme canadienne sur un billet de banque. Elle soulève des questions à propos des figures historiques que nos institutions nationales considèrent comme dignes de reconnaissance.

Joan Sangster conteste l'idée prévalente des «vagues» du féminisme et des «creux d'inactivité». En se basant sur des exemples provenant d'organismes communautaires, elle soutient qu'après le vote fédéral en 1918, de nouveaux enjeux, cam-

pagnes et organisations ont émergé et sont le reflet d'une multiplicité de points de vue sur comment acquérir l'égalité des sexes. **Sharon Cook** explore comment les premières militantes pour la tempérance qui ont lutté pour l'émancipation ont joué un rôle dans le façonnement du Canada industrialisé en faisant progresser la réforme sociale dans des domaines tels que l'éducation, la santé, les changements dans le Code pénal, la redistribution économique, les services sociaux pour les citoyens vulnérables et l'introduction des allocations familiales. **Yolande Cohen** se penche sur l'intégration des femmes dans la vie politique dans le contexte canadien et québécois en portant une attention plus accrue sur comment nous composons avec la complexité des relations sociales dans nos politiques et nos cultures continuellement en évolution. Elle souligne l'importance des réseaux et de la société civile dans les transitions démocratiques et elle propose un changement à partir des modèles de la démocratie représentative vers une société plus égalitaire basée sur la démocratie participative. Dans le même ordre d'idée, **Veronica Strong-Boag** s'inspire des idées sur la « parité participative » de la théoricienne Nancy Fraser qui mettent un accent sur l'importance de la reconnaissance et de la redistribution dans les politiques démocratiques. Elle souligne le travail de deux critiques du colonialisme nord-américain qui défendaient l'égalité entre les sexes tout en militant simultanément pour la justice raciale pour les autochtones et les personnes d'origine asiatique — E. Pauline Johnson et Edith Maud Eaton (Sui Sin Far).

La reconnaissance du droit de vote en 1916 a été une réussite historique dans la lutte pour l'égalité entre les sexes au Canada. Mais cette victoire n'a pas été une réussite universelle pour toutes les

femmes, et cela a pris des transformations économiques majeures et une guerre pour que l'État cède aux demandes de celles qui luttaient pour l'égalité des droits civiques. Ce numéro fait des allers-retours entre le passé et le présent afin de nous permettre d'acquiescer une idée du contexte et une compréhension plus approfondie sur ce que ce moment historique a signifié — et continue de signifier — pour le Canada alors que nous nous dirigeons vers l'avenir.

LES SUFFRAGETTES APRÈS LE SUFFRAGE : LES VAGUES CONTINUES DU FÉMINISME

JOAN SANGSTER

Joan Sangster écrit des articles et des monographies sur les femmes sur le marché de l'emploi et le mouvement ouvrier, l'histoire de la gauche, la théorie et l'historiographie féministe, la criminalisation des femmes et des jeunes filles, les femmes autochtones et le droit. Membre de la Société royale du Canada, elle a été boursière Killam ainsi que professeure invitée à l'Université Duke, Princeton et McGill. Son livre le plus récent est *Transforming Labour: Women and Work in Postwar Canada* (Presses de l'Université de Toronto). Une collection rétrospective de ses essais historiques et théoriques, *Through Feminist Eyes: Essays on Canadian Women's History*, a été publiée par les presses de l'Université d'Athabasca en 2011 et elle rédige en ce moment une monographie, provisoirement intitulé *Contact Zones: Images of the Aboriginal North, 1940-1970*. Récipiendaire du prix Trent Symons pour l'enseignement et du prix pour la recherche universitaire, elle est également membre du Centre Frost pour les Études canadiennes et les Études autochtones à l'Université Trent où elle enseigne à la maîtrise et au doctorat dans le programme d'études canadiennes.

Pendant les décennies qui ont suivies l'obtention du droit de vote fédéral par les femmes blanches en 1918, des magazines populaires posaient la question à savoir si le fait d'étendre ce droit avait réellement changé la politique, mesurant son succès inévitablement d'une seule façon: le nombre de femmes élues au parlement et aux législatures provinciales. Grattan O'Leary, plus tard un sénateur conservateur, avait suggéré dans un article publié dans *Châtelaine* en 1930 que le vote féminin n'avait pas d'effet discernable puisque les femmes votent de façon similaire aux hommes. La juge et suffragette vancouveroise Helen Gregory McGill n'était pas d'accord du tout et avait répondu dans

ce même magazine que les voix des femmes étaient encore sous-représentées puisque celles-ci étaient encore confrontées à de la discrimination ainsi qu'à leurs propres sentiments « d'infériorité ». Un groupe de femmes candidates qui n'avaient pas réussi à se faire élire durant les élections de 1930 ont ajouté leurs points de vue à ce sujet dans un autre article paru dans *Châtelaine*, intitulé « *Why I Failed to be Elected* » (Pourquoi je n'ai pas été élue). Alors que certaines dénonçaient la discrimination évidente et le manque de soutien, la Manitobaine Beatrice Bridgen, qui s'était présentée comme candidate à Farmer-Labour, avait noté que neuf femmes sur dix représentaient des partis alternatifs plutôt que des

partis plus établis : leurs positions radicales complexifiaient encore plus leur combat¹.

Peu importe leurs explications, le pessimisme rodait autour du féminisme durant l'entre-deux-guerres, une tendance qui est devenue remarquablement résiliente durant les années subséquentes. « Après avoir obtenu le vote en 1920, le mouvement féministe s'est simplement essoufflé » avaient écrit deux historiens légaux¹. Alors que leur livre propose une discussion remarquable de l'Affaire « personne », ceci est une douteuse façon de caractériser le mouvement féministe. L'idée des vagues du féminisme – la première (le suffrage), la seconde (les années 1960s) et la troisième (les années 1990s) – perpétue cette regrettable image de vagues déferlantes entre des moments d'inactivité. La notion que le suffrage était achevé et que l'apathie féministe ait prévalu après 1918 peut être réfutée par quatre faits. Premièrement, le droit de vote n'était pas universel : plusieurs femmes et hommes, sur des bases raciales ou à cause de leur statut d'autochtone, n'ont obtenu le droit de vote que longtemps après la Deuxième Guerre mondiale. Deuxièmement, la lutte pour le droit de vote n'était pas terminée ; le droit de vote n'a été accordé aux femmes qu'après la Première Guerre mondiale dans trois provinces des maritimes et seulement qu'en 1940 au Québec, suite à un difficile combat pour l'égalité légale et le suffrage par les suffragettes anglophones et francophones de cette province. Troisièmement, les suffragettes ont immédiatement porté leurs revendications à

l'Assemblée législative dans les années 1920 et 1930, insistant sur les réformes pour lesquelles elles se battaient depuis longtemps. Et quatrième-ment, les suffragettes et les militantes féministes des générations suivantes se sont lancées dans de nouvelles et anciennes luttes politiques – bien que celles-ci ne tournent pas nécessairement autour des politiques électorales. L'unité fragile de la lutte pour le suffrage s'est fragmentée en diverses causes féministes, différents organismes politiques et différentes conceptions de l'émancipation.

Si nous considérons quelques exemples illustrant le quatrième point, nous découvrons qu'il existe des suffragettes après le suffrage. Bien entendu, les suffragettes n'ont jamais été un groupe politique homogène. Certaines suffragettes étaient socialistes alors que d'autres étaient conservatrices ; certaines voulaient rejoindre le rang des élites au pouvoir alors que d'autres s'opposaient au système de classes tout court. Des fissures dans l'édifice de l'unité du suffrage devenaient remarquablement apparentes lorsque de graves conflits ouvriers avaient commencé à parsemer le Canada en 1919. Lors de la grève générale de Winnipeg, Nellie McClung s'était opposée aux stratégies de pression et à la grève, alors que de l'autre côté, l'organisatrice de la Ligue des femmes sur le marché de l'emploi et une sympathisante de la grève, Helen Armstrong, s'est retrouvée en prison pour son soutien de la grève.

Ces différences idéologiques significatives ont pris

1 Grattan O'Leary, *Is Women's Suffrage a Success?* *Châtelaine*, Sept. 1930, 12, 52 ; Helen Gregory MacGill, « Are Women Wanted in Public Life? » *Châtelaine*, Sept. 1928, 2-4 ; Mrs George Holis, Miss Mildred Low, Miss Beatrice Brigden, Miss F.S. Greenwood, Mrs. Donald Macdonald, « Why I Failed To Be Elected », *Châtelaine*, Oct 1930, 17, 37.

2 Robert Sharpe and Patricia I. McMahon, *The Person's Case: The Origins and Legacy of the Fight for Legal Personhood* (Toronto: University of Toronto Press, 2008).

l'avant-scène après le suffrage, mais même malgré ces différences, les exemples d'un travail de lobbying soutenu et organisé par les féministes abondent. Cependant, plutôt que de nous concentrer sur les élections fédérales ou sur l'ambition d'Emily Murphy d'acquérir un siège au Sénat (l'Affaire « personne »), nous devons examiner comment les femmes ont dirigé leurs efforts vers les politiques communautaires locales, les enjeux de justice sociale (dont la paix, l'éducation, l'amélioration des conditions de travail ou des fermes), ou sur les enjeux relatifs à la classe, aux inégalités liées à l'ethnicité et à la race par rapport aux différences sexuelles et à la discrimination.

Certains organismes voués au suffrage n'ont pas été dissous du tout: ils ont mis en place des forums publics visant à éduquer les femmes à propos de leurs nouveaux droits, et ont reformulé leurs objectifs politiques en unissant leurs approches suffragistes à propos du pouvoir politique maternelle des femmes avec une emphase nouvelle sur le rôle des femmes en tant que « femme-mère citoyennes » actives. Les suffragettes de Terre-Neuve ont créé la Ligue des électrices (*League of Women Voters*), dont l'objectif était d'« agiter » afin de modifier les lois touchant aux femmes et aux enfants. Le groupe de suffragettes de la Saskatchewan, la *Political Equality League*, avait développé un nouveau « plan de travail », avec des objectifs ambitieux, et demandait la nationalisation des services publics, un arbitrage international afin de mettre fin à la guerre, des

modifications au Code criminel, la réforme éducative et la parité salariale³.

Plusieurs suffragettes étaient des réformatrices libérales dans l'esprit et continuèrent à faire du lobbying en faveur de changements politiques pratiques, quelquefois avec l'aide de législatrices nouvellement élues. En Colombie-Britannique, la suffragette Mary Ellen Smith, une immigrante britannique et épouse du député libéral Ralph Smith, a obtenu le siège de son mari après sa mort et est devenue indépendante libérale. Avec le slogan « les femmes et les enfants d'abord », elle a aidé à réaliser la mission des suffragettes maternalistes, défendant des causes telles que la Loi sur la garde partagée, qui a accordé aux femmes une garde partagée des enfants, les lois sur l'allocation familiale pour les mères, l'aide financière aux veuves démunies avec des enfants et un salaire minimum pour les femmes. Elle a eu moins de succès avec certaines autres demandes, tel que le droit des femmes de faire partie d'un jury, et elle a également perpétué certains préjugés raciaux des suffragettes de l'époque, notamment en s'opposant à l'immigration asiatique⁴.

Les femmes se sont souvent concentrées sur des enjeux locaux et sur les élections, où elles étaient moins redevables aux politiques des partis déjà établis et où elles pouvaient plus aisément combiner leur travail politique avec leur vie familiale. Ce dernier aspect ne peut pas être négligé: la respon-

3 Margo Iris Duley, « The Radius of Her Influence for Good: the Rise and Triumph of the Women's Suffrage Movement in Newfoundland, 1909-25 » dans *Pursuing Equality: Historical Perspectives on women in Newfoundland and Labrador*, ed. Linda Kealey (St John's: ISER, 1993), 14-65; Elizabeth Ann Kalmakoff, *Woman Suffrage in Saskatchewan*, MA Thesis, University of Regina, 1993.

4 <http://womensuffrage.org/?p=21014>. Consulté le 15 avril 2016.

sabilité première des femmes, qui était de prendre soin de leur famille, limitait autant leur temps libre que leur mobilité géographique. Une immigrante anglaise, Annie Gale, avec le soutien de la *Women's Ratepayers Association*, a été élue au conseil municipal de la ville de Calgary après la Première Guerre mondiale grâce à une campagne qui ressemblait au féminisme maternel des suffragettes : la protection des mineurs au travail, le contrôle du prix de la nourriture, la purification du lait et un meilleur système de santé⁵. La réforme éducative a longtemps fait partie des objectifs des suffragettes ; certaines féministes se sont présentées aux élections des conseils scolaires, plaidant en faveur de la parité salariale des enseignantes et de meilleurs services scolaires pour les enfants de la classe ouvrière. Amelia Turner, une suffragette de Calgary et une activiste de la Labour Party, s'est présentée aux élections de son conseil scolaire en 1929 en demandant que les livres scolaires soient offerts gratuitement à tous les élèves afin de démocratiser l'accès à une éducation de base⁶.

La suffragette et socialiste vancouveroise Helena Gutteridge, une leader autant auprès du mouvement de suffrage que du mouvement syndical de l'avant-première Guerre mondiale et une ex « suffragette » en Grande-Bretagne, a été élue en tant que conseillère municipale à Vancouver dans les années 1930. Son programme électoral axé sur la justice sociale revendiquait des logements sociaux subventionnés, des services publics et elle s'est vigou-

reusement opposée aux efforts de licenciement des femmes mariées comme solution visant à éradiquer le chômage lors de la récession. Le suffrage était un enjeu courant à l'époque : les lois entourant le droit de vote étaient restrictives et basées sur la propriété, excluant ainsi de nombreux locataires, les femmes qui ne possédaient pas une part légale de leur domicile familial ainsi que les résidents autochtones et asiatiques. Gutteridge proposait un suffrage universel pour tous les citoyens de la ville, une idée radicale qui a été considérée comme inacceptable par la plupart des autres conseillers municipaux⁷.

S'il y a eu un enjeu qui a converti les femmes au suffrage, cela a été la tempérance. Pour les femmes qui sont devenues des suffragettes à cause de leur désir de lutter contre les intérêts des manufacturiers d'alcool, l'obtention du droit de vote a initialement été considérée comme un succès retentissant puisque plusieurs provinces ont interdit la vente d'alcool. Ce succès initial présumé est plus tard dans la décennie devenue une de leur plus grande déception, lorsque nombreux gouvernements ont abandonné la prohibition au profit d'un système de vente d'alcool réglementé par l'État. Certaines autres réussites législatives, qui avaient recueilli pendant longtemps l'appui des suffragettes, dont les lois provinciales sur l'eugénisme, sont aujourd'hui considérées plus comme des erreurs de parcours que des victoires.

Les revendications les plus grandioses que les suf-

5 http://womensuffrage.org/?designsentry_portf=improving-cities-annie-gale-and-calgary-canada. Consulté le 15 avril 2016.

6 Patricia Roome, « Amelia Turner and Calgary Labour Women, 1919-35 » dans *Beyond the Vote: Canadian Women and Politics*, eds. Linda Kealey et Joan Sangster (University of Toronto Press, 1989), 89-117.

7 Irene Howard, *The Struggle for Social Justice in British Columbia: Helena Gutteridge, the Unknown Reformer* (Vancouver: UBC Press, 1992).

fragettes avaient formulées à propos de l'éradication du crime et de la corruption étaient souvent trop optimistes, mais ces femmes ont travaillé fort afin de voir certaines de leurs demandes les plus chéries se faire protégées par la loi dans plusieurs provinces, même si ces réformes ne se sont avérées aucunement à la hauteur lors de leur application réelle et qu'elles aient échouées à altérer les relations d'inégalité entre les femmes. Une minorité significative de suffragettes ont également développé un plan politique plus radical, faisant valoir que l'égalité entre les sexes ne serait possible que si elle venait accompagné d'une transformation socialiste⁸. Suite à une guerre mondiale dévastatrice, les suffragettes et les féministes nouvellement politisées ont fondé des organisations dévouées au maintien de la paix, notamment le chapitre canadien de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL ou LIF). Les suffragettes Violet MacNaughton, Rose Henderson et Laura Jamieson ont transféré leur idéalisme féministe vers le LIFPL, qui soutenait que les guerres ne pourraient pas être éradiquées aussi longtemps que les inégalités sociales et économiques — dont l'oppression sexuelle et raciale — ne seraient vaincues et l'impérialisme effondré. Les féministes du LIFPL étaient motivés par différents idéaux — la tolérance humaniste, la coopération sociale, l'anticapitalisme — mais elles se rejoignaient sur la notion que la guerre était causée par des ambitions d'expansion territoriale, l'avidité, les préjugés et la tendance de se tourner vers la violence pour régler des conflits.

La suffragette vancouveroise Laura Jamieson (plus tard une membre du NPD à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique) a été une force indispensable pour le LIF durant la période de l'après-guerre. Faisant parfois face à du scepticisme et de l'hostilité publique intense, les femmes de LIF ont écrits, ont distribué des pamphlets, ont pétitionné et ont exercé de la pression sur le public et les politiciens afin de faire avancer leurs positions féministes et pacifistes.

Le parcours de suffragette à militante féministe-socialiste de Rose Anderson n'est qu'un autre exemple de la vague d'activité qui s'est formé après 1918. Radicalisée par la Première Guerre mondiale et la révolte ouvrière de 1919, Henderson a été licenciée de son poste de travailleuse sociale à Montréal et s'est consacrée pleinement à une nouvelle vie marquée par le militantisme social, venant en aide au mouvement ouvrier, défendant le socialisme (plus tard le NPD) et l'égalité entre les sexes ainsi que la paix internationale et le désarmement. Henderson possédait une approche que les féministes d'aujourd'hui qualifient d'« intersectionnelle »; son biographe, Peter Campbell, affirme qu'elle « ne s'est pas concentrée particulièrement sur une seule hiérarchie majeure du pouvoir dans la société capitaliste, mais s'est plutôt intéressée à toutes les formes d'inégalité »⁹.

Certainement, les suffragettes après le suffrage ont fait preuve d'une alarmante complaisance en ce

8 Thomas Socknat, « For Peace and Freedom: Canadian Feminists in the interwar Peace Campaign » dans *Up and Doing: Canadian Women and Peace*, eds. Janice Williamson et Deborah Gorham (Toronto; Women's Press, 1989), 66–90; Joan Sangster, *Dreams of Equality: Women on the Canadian Left* (Toronto: McClelland and Stewart, 1989).

9 Peter Campbell, *Rose Henderson: A Woman for the People* (Kingston and Montreal: McGill Queens University Press, 2010).

qui concerne l'exclusion raciale du droit de vote, et les enjeux que nous considérons comme critiques aujourd'hui — les droits des femmes autochtones, la violence domestique — ne se trouvaient pas parmi leurs priorités, ce qui témoigne des forces anglo-européennes et coloniales dominantes. Néanmoins, les féministes ne sont pas tombées dans un creux d'inactivité après 1918 ; elles ont plutôt développé de nouvelles campagnes, se sont intéressées à de nouveaux enjeux et ont mis en place de nouveaux organismes qui reflétaient les opinions très divergentes à propos de la façon d'établir l'égalité entre les sexes.

LES FEMMES DES PREMIÈRES NATIONS LORS DU COMMERCE DES FOURRURES : D'ESSENTIELLES À REDONDANTES

CORA J. VOYAGEUR

Dre Cora J. Voyageur est professeure de sociologie à l'Université de Calgary et directrice du programme *Indigenous Women in Leadership* au Banff Centre. Elle s'intéresse à l'expérience autochtone au Canada, notamment par rapport au leadership, à l'emploi, au développement communautaire et économique, à la situation des femmes et à la santé. Dre Voyageur, qui est originaire de la communauté autochtone Chipewyan de l'Athabasca, au nord de l'Alberta, a mené la première étude universitaire sur les femmes-chefs au Canada. Elle a coédité le livre *Hidden in Plain Sight: Contributions of Aboriginal People to Canadian Identity and Culture*, volume 1 et 2, *Restoring Indigenous Leadership Wise Practices in Community Development*, et elle est l'auteure de *My Heroes Have Always Been Indians*.

Avant la colonisation, les femmes représentaient une force puissante et présente dans la société autochtone. Le juriste Robert Williams affirme que les femmes possédaient traditionnellement le contrôle dans la sphère politique dans plusieurs tribus autochtones nord-américaines puisqu'elles nommaient les chefs et autres dirigeants politiques masculins¹. Elles détenaient également le pouvoir de commencer ou de mettre fin à une guerre. De

plus, les femmes possédaient des portions substantielles des terres, dont le domicile conjugal, et détenaient un pouvoir exclusif sur les moyens de production et le produit des activités majeures de subsistance, notamment de l'exploitation agricole². Ainsi, les femmes autochtones contrôlaient les aspects économiques, politiques et sociaux de leurs sociétés précoloniales. Et, ce qui est plus, la confédération iroquoise était fondée sur un sys-

1 R. Williams, *Gendered checks and balances: Understanding the legacy of White patriarchy in an American Indian cultural context*, Georgia Law Review 24 (1990): 1019-1044.

2 Williams, 1990

tème matriarcal avant l'arrivée des Européens³. Ce système était basé sur le concept de l'égalité entre les sexes. Les femmes iroquoises jouaient un rôle profond dans la vie économique et politique de la communauté. Traditionnellement, elles possédaient des rôles essentiels au fonctionnement de leurs communautés, tels que ceux de protectrices et éducatrices, et elles subvenaient aux nombreux besoins de leurs communautés⁴.

Les femmes des Premières Nations ont joué un rôle essentiel dans la création du Canada. Leurs réseaux sociaux, leurs efforts, leurs connaissances et leur compagnie ont assuré la survie des premiers commerçants de fourrures européens et de l'industrie de la traite de fourrure sur laquelle ce pays a été fondé. En fait, les mariages mixtes — entre colons et femmes autochtones — étaient encouragés afin de promouvoir la croissance de cette industrie⁵. Bien qu'elles aient été des « épouses du pays »⁶ fort appréciées au début de la colonisation, leurs contributions ont vite été oubliées et elles ont été rapidement abandonnées par ces gens dont elles ont assuré la survie. Leurs « maris » de la traite de fourrure mariaient des femmes européennes et elles ont simplement été tassées de côté ou leurs unions ont

été annulées⁷. D'après Jennifer Brown, lorsqu'un marchand de fourrure de haut niveau se (re)mariait avec « une femme blanche du monde civilisé », ces marchands « interposaient de nouvelles barrières sociales entre eux et les individus originaires du pays »⁸. Les femmes autochtones ont été subjuguées et vilipendées pour les mêmes traits qui les avaient auparavant rendues si indispensables.

Durant les premiers temps de contact avec les Européens, les nouveaux arrivants dépendaient énormément sur les communautés de Premières Nations. Les marchands européens étaient forcés de s'adapter à un mode de vie autochtone afin de survivre⁹. Les femmes des Premières Nations n'étaient pas uniquement indispensables au succès des premiers marchands de fourrures européens, mais au commerce de la fourrure en entier. Leur participation a permis aux marchands de fourrures de prospérer et de poser les fondements du pays qui allait devenir le Canada. L'historienne Sylvia Van Kirk suggère que « à travers le 18^e siècle, les officiers du jour se disputaient avec le Comité de Londres à propos du fait qu'il était indispensable de garder les femmes autochtones à leurs postes, étant donné qu'elles s'occupaient de tâches que les Britanniques

3 Mann, Barbara Alice. (2000). *Iroquian Woman: the Ganowisas*. New York: Peter Lang.

4 Mann, 2000.

5 Van Kirk, Sylvia. 1980. *Many Tender Ties: Women in the Fur-Trade Society, 1670-1870*. Winnipeg: Watson & Dwyer.

6 Les épouses du pays étaient les femmes des Premières Nations qui ont épousé des commerçants de fourrures.

7 Anglais, l'auteur écrit que le mariage pouvait être « *turned off* » — puisque ces mariages pouvaient être annulés, ils n'étaient pas considérés comme des liens permanents. Van Kirk, 50.

8 Brown, Jennifer S. H. 1980. *Strangers in Blood: Fur Trade Company Families in Indian Country*. University of British Columbia: Vancouver. P. 133.

9 Van Kirk, 1980.

ne maîtrisaient pas encore.¹⁰ »

En tant qu'« épouses du pays », leurs compétences pratiques, notamment leur maîtrise de la langue et leurs talents de traduction, étaient vitales aux activités de commerce entre les autochtones qui possédaient les fourrures et les commerçants européens qui désiraient les acquérir. Leur savoir-faire ancestraux, notamment leurs dons pour préparer la nourriture, cuisiner et installer un campement, venaient répondre à leurs besoins immédiats, c.-à-d. à la faim et au besoin de se loger. Répondre à leurs autres besoins essentiels, tels que de posséder des vêtements adéquats, des mocassins, des raquettes et des canots, était également indispensable s'ils voulaient se déplacer en dehors du campement. Comme le remarquait l'explorateur Samuel Hearne, « un homme ne peut même pas s'aventurer à l'extérieur du campement pour ramasser du bois de chauffage ou pour chasser du petit gibier en hiver sans posséder des raquettes. N'avoir pas accès à une femme qui puisse fabriquer de telles raquettes peut mener à la catastrophe.¹¹ » Les tâches que les femmes accomplissaient étaient presque innées pour elles, mais étaient inconnues — et indispensables — aux marchands.

Le rôle le plus utile que les « épouses du pays » autochtones ont assuré était sans doute celui de liaison culturelle. Leurs relations communautaires

et économiques ont aidé leurs époux marchands à solidifier des partenariats commerciaux avec les familles et les réseaux sociaux et politiques de leurs femmes. Ces savoir-faire pratiques rendaient ces femmes extrêmement prisées par tout marchand ambitieux. De plus, leur amour, compagnie et capacité d'avoir des enfants permettaient de créer un environnement familial qui conférait un style de vie beaucoup plus confortable à ces marchands qui se retrouvaient si loin de leurs pays d'origine.

Alors que les femmes européennes commençaient à affluer vers cette société du commerce des fourrures, elles devenaient rapidement considérées comme plus civilisées, respectables et cultivées que les femmes autochtones. Elles ont rapidement supplanté les femmes des Premières Nations en tant qu'épouses « préférées » du commerçant respectable ou aspirant à l'être. Ainsi, la femme autochtone, autrefois irremplaçable, était rejetée, honnie, considérée « moins que » et s'est fait sommairement retranché de la société « respectable »¹². Les commerçants européens semblaient préférer la « fragilité glorifiée » et la dépendance des femmes européennes à la force, l'endurance et l'indépendance de leurs anciennes compagnes conjugales autochtones. Robert Connell soutient qu'il est avantageux pour les hommes lorsque les femmes dépendent d'eux puisqu'ainsi ces hommes acquièrent plus de contrôle sur les actions de ces

10 Van Kirk, 1980. P. 54.

11 Van Kirk, 1980. P. 55.

12 Harper, Anita Olson. (2009). « Sisters in Spirit » dans *Restoring the Balance: First Nations Women, Community, and Culture*. Gail Guthrie Valaskakis, Madeleine Dion Stout, and Eric Guimond (eds). Winnipeg: University of Manitoba Press. 175–199. P. 177.

femmes et qu'elles deviennent plus faciles à dominer¹³.

Bien qu'elles aient été les femmes très convoitées des commerçants de fourrures, les femmes européennes jouissaient de peu de droits et leur valeur demeurait strictement associée à la sphère privée. Leurs devoirs concernaient principalement les soins accordés au domicile et à la famille. Ces femmes se valorisent principalement par leur capacité de venir en aide au succès des autres — en soutenant les ambitions de leurs maris, en s'efforçant de garder leurs domiciles bien entretenus et leurs enfants bien élevés. Susan Faludi (1991) propose une interprétation moderne de cette domesticité; selon elle, c'est afin d'assurer le bon fonctionnement de la société que les femmes doivent se sacrifier au profit des autres et l'avancement de la cause féminine nuit à la famille et aux enfants¹⁴.

Il était attendu des femmes européennes qu'elles demeurent vertueuses en tout temps. Cette attente a élargi le fossé social et a aliéné encore plus les femmes des Premières Nations étant donné que le clergé et les gens « respectables » propageaient des rumeurs selon lesquelles les femmes autochtones étaient débauchées, « faciles », des mauvaises mères et n'étaient pas douées pour tenir une maison — essentiellement, elles ne possédaient aucune des qualités que les femmes « convenables » possédaient¹⁵. Ils soutenaient que les femmes autochtones

étaient incompétentes relativement aux activités domestiques et qu'elles avaient besoin d'aide afin de s'élever aux standards moraux, hygiéniques et domestiques de la société plus raffinée des colons. Cette sévère critique des compétences domestiques des femmes autochtones et de leur sens moral « dégénéré » allait poursuivre avec acharnement les femmes autochtones pendant des siècles, et, à mon avis, contribue à la subordination vécue par les femmes des Premières Nations encore aujourd'hui.

Plusieurs facteurs ont mené à la subordination des femmes autochtones. Parmi ces facteurs, il y a la conception homogénéisée de la suprématie européenne, le système patriarcal, la manipulation de l'histoire, les efforts d'élimination des autochtones et la création de lois discriminatoires.

Avec la colonisation, les Européens ont apporté leurs opinions bien ancrées à propos de leur supériorité culturelle, intellectuelle et structurelle sur les peuples indigènes qu'ils rencontraient sur ces nouvelles terres. L'idéologie européenne reposait sur la supposition que leur civilisation était supérieure à toutes les autres et le fardeau auto-imposé de « civiliser les barbares ». La vision du monde des Européens était simple: les Autochtones étaient des sauvages; les femmes étaient socialement et politiquement invisibles; et l'individualisme et le patriarcat devaient prévaloir. Ces attitudes formaient la

13 Connell, R. W. (2002). *Gender, Short Introductions*. Oxford: Polity Press.

14 Faludi, Susan. (1991). *Backlash: The Undeclared War Against American Women*. New York: Anchor Books.

15 Harper, Anita Olson. (2009). « *Sisters in Spirit* » dans *Restoring the Balance: First Nations Women, Community, and Culture*. Gail Guthrie Valaskakis, Madeleine Dion Stout, and Eric Guimond (eds). Winnipeg: University of Manitoba Press. 175–199. P. 177

fondation de cette conception eurocentrique que les nouveaux arrivants devaient *corriger* tout ce qu'ils jugeaient *inacceptable* dans les conditions sociales, économiques et politiques du Nouveau Monde. Leur idéologie incluait la subordination et l'exclusion des femmes des affaires publiques.

Dans la société occidentale, la parole écrite a toujours été considérée comme le « moyen authentique » de la vérité historique alors que l'histoire orale est considérée comme primitive, subjective et peu fiable. Par conséquent, la création de l'histoire était réservée à la discrétion des gens lettrés et de ceux qui possédaient la capacité et la possibilité de transférer leurs idées sur du papier — peu importe leurs intentions, philosophies ou prédispositions.

Les explorateurs européens, les commerçants de fourrures et les missionnaires avaient écrit au sujet du statut des femmes dans les communautés de Premières Nations. Ces comptes rendus témoignent autant des perspectives idéologiques de leurs auteurs qu'ils nous renseignent sur le sujet à l'étude. Les auteurs faisaient partie de la structure patriarcale et hiérarchique qui tirait des bénéfices de la domination des hommes. Il n'est ainsi donc pas étonnant qu'ils n'aient pas reconnu les contributions quotidiennes faites par les femmes des Premières Nations. Patricia Albers et Bea Medicine (1983) écrivent que les comptes rendus journalistiques minimisent ou banalisent les contributions, les activités et les expériences des femmes en traitant uniquement des hommes autochtones et en documentant uniquement les activités masculines¹⁶.

En conclusion, les femmes autochtones ont joué un rôle crucial dans la réussite de leurs époux et dans le commerce de la fourrure. Leurs compétences traditionnelles et leurs vastes réseaux sociaux ont permis de poser les fondements d'un nouveau pays — le Canada. Les mariages mixtes entre les commerçants européens et les femmes autochtones étaient encouragés parce qu'ils permettaient de cimenter un avantage économique par les liens familiaux et d'établir des liens sociaux plus vastes. Toutefois, les unions conjugales formées durant les premiers temps du commerce de fourrures étaient uniquement temporaires. Ces unions sont éventuellement devenues sans importance pour les commerçants et les colons en raison de la race — autochtone — et du sexe — féminin — de leurs partenaires. Les contributions des femmes autochtones au Canada ont ainsi été négligées à travers l'histoire.

16 Albers, Patricia, and Beatrice Medicine, eds. (1983). *The Hidden Half: Studies of Plains Indian Women*. New York, University Press of America

LES CAMPAGNES DE LA JUSTICE DE GENRE : LE SUFFRAGE FÉMININ AU CANADA

VERONICA STRONG-BOAG

Veronica Strong-Boag est membre de la Société royale du Canada, professeure émérite à l'Institut pour le genre, la race, la sexualité et la justice sociale de l'Université de la Colombie-Britannique, et directrice du site web prodémocratique <http://womensuffrage.org>. Elle a reçu la médaille Tyrrell en histoire canadienne de la Société royale du Canada (2012) et elle a été présidente de la Société historique du Canada (1993-4). Elle est l'auteure de nombreuses publications, dont *Liberal Hearts and Coronets: the Lives and Times of Isabel Marjoribanks Aberdeen and John Campbell Gordon, the Aberdeens* (2015), *Fostering Nation? Canada Confronts the History of Childhood Disadvantage* (2011), *Finding Families, Finding Ourselves: English Canada Confronts Adoption from the 19th Century to the 1990s* (2006), et *Paddling Her Own Canoe: The Times and Texts of E. Pauline Johnson (Tekahionwake)* (2000) avec Carole Gerson. Elle a gagné le prix John A. Macdonald en histoire canadienne (1988), le prix Raymond Klibansky en sciences sociales (avec Carole Gerson) et le prix Canada en sciences sociales (2012). En ce moment, elle rédige la biographie de Laura Emma Marshall Jamieson (1882-1964), une suffragette de la Colombie-Britannique, juge au tribunal juvénile et député du CCF, elle est l'éditrice générale de la série en sept volumes publiés par les presses de UBC, *Women Suffrage and the Struggle for Democracy in Canada*, et elle siège au comité éditorial de *Voices/Voix: Defending Democracy and Dissent in Canada*.

La couverture des mouvements pour le suffrage dans les médias a évolué durant les années. Ses supporters contemporains ont salué les réussites comme étant des progrès significatifs pour la démocratie; ses opposants prophétisaient la chute de la civilisation (patriarcale). Subséquemment, dans le contexte de l'émergence d'un consensus libéral canadien populaire, les suffragettes ont largement

été ignorées et considérées comme des notes de bas de page excentriques dans le récit prétendument inévitablement triomphal de la démocratie. Toutefois, durant le dernier quart du 20^e siècle, nos doutes à propos du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat ont été ravivés. Dans ce contexte, beaucoup de penseurs féministes, socialistes et antiracistes ont condamné les suffragettes comme

ayant été des aïeules inadéquates¹.

Aujourd'hui, comme cela est suggéré dans la série en sept volumes dont je suis l'éditrice générale, « *Women Suffrage and the Struggle for Democracy in Canada* », nous nous retrouvons dans une autre époque. La présente crise du capitalisme libéral, la résurgence du sectarisme et diverses politiques de la résistance nous forcent à reconsidérer plus en profondeur les débats entourant la citoyenneté qui infusaient l'époque des suffragettes. Aujourd'hui, le discours de la politicologue Nancy Fraser à propos de la « parité participative », avec ces critères de « reconnaissance » et de « redistribution » comme étant des éléments essentiels aux politiques démocratiques, constitue une approche utile pour considérer les débats touchant à la justice du genre, dont le suffrage féminin était une composante significative².

Pendant environ cent ans, les campagnes d'affranchissement ont élevé les standards pour la « justice de genre ». Dans cette entreprise, elles n'étaient pas, cependant, entièrement seules. Quelques autres âmes critiques de l'ordre établi, alors qu'elles rejettent les préjugés raciaux du mouvement de suffrage populaire, demandaient aussi le respect et la redistribution des ressources

au profit des femmes. Ce court texte est axé sur ce terrain politique commun. Nous allons commencer en discutant de la centralité du respect et de la redistribution économique dans la cause du suffrage populaire. Puis, nous allons discuter de deux critiques du colonialisme nord-américain qui ont également défendu l'égalité entre les sexes — l'écrivaine et interprète anglo-mohawk E. Pauline Johnson (Tekahionwake; 1861-1913) et l'écrivaine eurasiatique Édith Maud Eaton (Sui Sin Far; 1865-1914). Ces deux femmes sont l'exemple de la Femme Nouvelle de l'époque qui lutte pour les droits des femmes; cependant, elles ne se sont jamais identifiées comme suffragettes³. Tout comme le mouvement du suffrage populaire, elles ont également imbriqué la race dans leurs discussions sur le genre. Dans leurs cas, cela signifiait la volonté d'acquérir une justice raciale pour les peuples autochtones et asiatiques.

LE MOUVEMENT DE SUFFRAGE POPULAIRE DU CANADA

Le respect pour et la reconnaissance des contributions des femmes à la maison et à la nation, en d'autres mots une répudiation de ce que Fraser a nommé une « subordination systématique du statut »⁴, infusaient les campagnes de suffrage cana-

-
- 1 Pour plus sur ce sujet, consultez Veronica Strong-Boag, « Taking Stock of Suffragists: Personal Reflections on Feminist Appraisals », *Journal of the Canadian Historical Association* NS, 21:2 (2011): 76-89.
 - 2 Voir les textes « Rethinking Recognition », *New Left Review* 3 (mai-juin 2000): 107-230 et « Feminist Politics in the Age of Recognition: A Two-Dimensional Approach to Gender Justice », *Studies in Social Justice* 1:1 (hiver 2007): 23-35.
 - 3 Johnson et Eaton ne se sont jamais rencontrées, mais la dernière a écrit un court récit qui démontrait une sympathie envers les femmes autochtones. Voir Mary Chapman, « Cultural Affinities between Native American and White Women » dans *The Alaska Widow* par Edith Eaton (Sui Sin Far), *MELUS: Multi-Ethnic Literature of the U.S.* 38:1 (Spring 2013): 155-63. Il est possible toutefois que Johnson ait partagé le sentiment anti-asiatique des impérialistes. Les observations ici s'inspirent de mes travaux sur Johnson avec Carole Gerson et sur les observations de Mary Chapman à propos de Edith Maud Eaton.
 - 4 Fraser, « Rethinking Recognition », 119.

diennes⁵. Les militantes féministes se tournent généralement vers l'histoire à la recherche d'exemples du travail, du talent et du sacrifice des femmes afin de contrebalancer les « représentations méprisantes » généralisées qui caractérisent une grande partie de la culture occidentale⁶. Les héroïnes, de la Vierge Marie à Boadicea, Mary Wollstonecraft, Laura Secord, Elizabeth Fry et la reine Victoria, étaient considérées comme ayant été des femmes de valeur. Les croisades pour l'enseignement des arts ménagers dans les écoles et les universités à leurs tours faisaient valoir la valeur du travail domestique des femmes. Similairement, le soutien pour les études sur les enfants et les programmes de santé maternelle et les revendications pour les modifications législatives concernant l'âge du consentement et du mariage pour les filles et en faveur de la garde des enfants par les mères. Les efforts s'étalant sur des décennies qui visaient à donner le droit aux femmes de s'inscrire à l'université et à entreprendre certaines professions envoyaient ce même message de reconnaissance. L'émergence au Canada de clubs universitaires féminins et du Canadian Women's Press Club, tel que les associations représentant, entre autres, des infirmières, des enseignantes, et des femmes d'affaires et des professionnelles, ainsi que d'autres axées sur le patriotisme, tel que le Imperial Order Daughters of the Empire et le

Women's Canadian Club, étaient d'autres instances de reconnaissance. Dans les années 1920s, les « célèbres cinq » suffragettes se sont naturellement tournées vers la reconnaissance de la femme dans les documents juridiques sous l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. Tous ces efforts répudiaient les anciens codes sexospécifiques qui établissaient les hommes comme la norme pour la citoyenneté.

Comme Nancy Fraser l'a soutenu, la reconnaissance de la valeur ne peut pas être « facilement séparée » de la rétribution économique⁷. Les campagnes féministes pour le respect n'ont jamais été menées de façon isolée. Les militantes se sont régulièrement attaquées aux « structures économiques, aux régimes de propriétés ou aux marchés du travail » qui « privent les acteurs des ressources qui leur sont nécessaires afin de participer pleinement » à la communauté⁸. Alors que déployés la plupart du temps dans le cadre du capitalisme libéral, les efforts des féministes était divers. Celles qui militaient en faveur de la propriété pour les femmes et la réforme des lois entourant la propriété des femmes mariées se concentraient sur l'égalisation de l'accès aux ressources communautaires et familiales. D'autres ont abordé le marché du travail, militant pour un salaire minimum pour les femmes et contre les obstacles à l'emploi. D'autres encore

5 Denyse Baillargeon discute de ces campagnes dans *A Brief History of Women in Quebec* (Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 2014); Penni Mitchell, *About Canada: Women's Rights* (Black Point, NS: Fernwood, 2015), and Gail C. Brandt, et al., *Canadian Women. A History* 3rd ed. (Toronto: Nelson, 2011).

6 Fraser, « Rethinking Recognition », 110.

7 Fraser, « Rethinking Recognition », 118.

8 Ibid., 117.

demandaient à l'État d'aider les femmes lorsque les hommes et les familles échouaient à en faire ainsi. Les prestations pour les mères et les pensions de vieillesse étaient également des causes populaires auprès des suffragettes. Même lorsque les militantes ne le disaient pas explicitement, de telles revendications impliquaient la redistribution des ressources individuelles et communautaires d'un sexe vers l'autre.

Malgré toutes leurs idées radicales, les campagnes des suffragettes qui défendaient la reconnaissance et la récompense étaient presque exclusivement composées d'un certain type de femmes. Les femmes autochtones et asiatiques n'étaient que très rarement considérées sur un pied d'égalité avec les femmes des colons, encore moins avec les hommes blancs.

E. PAULINE JOHNSON

Le discours raciste dominant est une raison qui permet d'expliquer pourquoi E. Pauline Johnson n'a jamais publiquement soutenu le suffrage. Alors qu'elle tentait de composer avec le colonialisme et le racisme croissant et qu'elle reconnaissait que les femmes autochtones se retrouvaient dans une situation particulièrement vulnérable, elle s'est tournée ailleurs pour des solutions. Comme les suffragettes, elle revendiquait néanmoins le respect et la redistribution, qui sont les composantes centrales de la parité participative. Ces thèmes ont imprégné ses écrits et ses performances.

Le poème de Johnson intitulé *The Cattle Thief*, qui est récité à travers toute l'Amérique du Nord, dénonce la dépossession des peuples autochtones par le Canada impérial et souligne l'importance

des femmes dans la résistance autochtone. Comme Boadicea confrontée aux Romains, son héroïne, la fille d'un chef Cris, une « lionne » tombant sous les mains des « démons » colonisateurs, refuse de se croire inférieure. Elle a beau mourir de faim, mais, comme tous les personnages féminins autochtones de Johnson, elle mérite le respect : « vous allez devoir me passer à travers ». Les envahisseurs britanniques sont forcés de faire face à l'humanité de ceux qu'ils dépouillent. Cette revendication est accompagnée par une insistance pour la restitution des « terres sur lesquelles vous vivez, pour « nos troupeaux de gibiers » et pour « les fourrures et les forêts qui étaient à nous avant que vous n'arriviez ; partagez la paix et l'abondance ». La « nouvelle nationalité » célébrée dans le poème écrit par Johnson en 1886 et intitulé *Brant, A Memorial Ode* revendiquait le respect et la compensation.

Le poème de Johnson *Mothers of a Great Race* (1908) propose une autre affirmation typique du mérite. L'approche maternaliste, que plusieurs militantes autochtones partageaient avec les suffragettes, conceptualisait les mères autochtones comme étant « les mères idéales de l'époque » et non comme des Femmes Nouvelles. Dans une condamnation pointue des pratiques colonisatrices qui laissait présager les torts qui vont plus tard être causés par le racisme, Johnson maintenait que les enfants de ces mères ne se retrouvaient jamais dans des « orphelinats ». Les compétences supérieures en matière d'éducation des enfants n'étaient pas l'unique réussite des femmes autochtones. Pour les Iroquois, les mères « étaient pleinement respectées par tout homme de la tribu, qu'il soit chef, brave ou guerrier. » Elles représentaient « une contradiction vivante de l'idée communément partagée que les hommes autochtones méprisaient les femmes et qu'ils traitent les

femmes et les enfants comme de simples objets.» Durant les conseils tribaux, la primauté du droit des mères triomphait, une juste récompense pour leurs nombreuses contributions. Comme dans son article datant de 1906, *The Lodge of the Law-Makers*, où Johnson affirmait que «les femmes iroquoises n'ont pas besoin de se battre pour être reconnues sur nos conseils tribaux», les femmes autochtones sont célébrées, reconnues et récompensées, contrairement aux suffragettes qui devaient «hurler afin de faire entendre leurs voix au Parlement.⁹» Johnson considérait la culture européenne comme fondamentalement déficiente dans le respect et la reconnaissance réservés aux femmes colonisatrices et autochtones.

ÉDITH MAUD EATON

Puisqu'elle a déménagé de Montréal aux États-Unis, Édith Maud Eaton n'est pas considérée comme une aussi grande héroïne canadienne que l'est Johnson. Elle n'était pas non plus aussi contrainte par une loyauté sentimentale (et pragmatique) envers l'Empire britannique. Eaton a développé une réponse sophistiquée au racisme et au sexisme en Amérique du Nord et dans les «zones de contact»¹⁰ multiples des Caraïbes. Les deux femmes se sont

toutefois toutes deux intéressées par la «citoyenneté flexible», à travers de laquelle leurs personnages principaux, comme leurs auteures métisses, évoluent en existant dans de multiples réalités où leur valeur et leurs récompenses nécessitent d'être continuellement affirmé face à un déni généralisé¹¹.

L'essai autobiographique de Eaton, *Leaves from a Mental Portfolio of an Eurasian*, publié en 1890, commence par une anecdote à propos de la première expérience de racisme vécue par l'auteure. Eaton se souvient qu'en tant qu'enfant, elle a décidé d'adopter ce statut honni: «J'aime mieux être Chinoise que rien d'autre dans le monde.» Elle s'était ainsi réfugiée dans une bibliothèque afin de «lire tous les livres qui ont été publiés sur la Chine et les Chinois. J'ai appris que la Chine est la plus vieille nation civilisée sur la planète.» Eaton a maintenu une insistance sur les mérites historiques même lorsqu'elle documentait «les luttes des femmes chinoises contre les mariages arrangés, l'esclavage sexuel et le Confucianisme patriarcal.¹²» Ses héroïnes asiatiques réfutent les représentations dégradantes qui leurs étaient associées. Elles revendiquent le respect.

Dans *The Chinese Woman in America* (1987) et ail-

9 Toutes les citations proviennent des documents qui ont été republiés dans le volume de Carole Gerson et Veronica Strong-Boag, eds., *E. Pauline Johnson, Tekahionwake: Collected Poems and Selected Prose* (Toronto: University of Toronto Press, 2002). See also Strong-Boag and Gerson, *Paddling Her Own Canoe: The Times and Texts of E. Pauline Johnson (Tekahionwake)* (Toronto: University of Toronto Press, 2000).

10 Voir Mary Chapman, ed., *Becoming Sui Sin Far: Early Fiction, Journalism, and Travel Writing by Edith Maude Eaton* (Montreal & Kingston: McGill-Queen's University Press, 2016) et le texte de Eaton maintenant disponible sur le web. J'aimerais remercier Mary pour sa générosité puisqu'elle m'avait fait parvenir une version PDF de son manuscrit qui n'était pas encore publié. Voir aussi son document *Making Noise Making News: Suffrage Print Culture and U.S. Modernism* (Oxford Scholarship Online: April 2014).

11 Chapman, Introduction, *Becoming Sui Sin Far*, lix. Chapman s'inspire du concept de «citoyenneté flexible» tel que décrit par Aihwa Ong, *Flexible Citizenship: The Cultural Logics of Transnationality* (Durham: Duke University Press, 1999).

12 Chapman, *Making Noise*, 177.

leurs, Eaton évoque le passé, similairement aux féministes de l'époque qui reprenaient les récits des femmes blanches notables de l'époque, afin de revendiquer des représentations positives. Son projet de rédemption s'engageait aussi avec un féminisme domestique associé avec les militantes chinoises contemporaines qui critiquaient l'esclavage sexuel, la coutume des pieds bandés et les mariages arrangés. Cette approche, similairement à une autre plus ancienne dans le féminisme occidental, célébrait la nature particulière des femmes, en d'autres mots, leur maternalisme fondamental plutôt que leurs similitudes avec les hommes. À l'instar de Johnson, Eaton soutenait que les individus de son sexe n'avaient pas besoin de devenir des Nouvelles Femmes afin de mériter un traitement juste et une juste part des ressources. En mettant l'accent sur la valeur intrinsèque du caractère maternel de la femme, ces critiques antiracistes du statu quo ont remis en cause les « idéaux anti-domestiques et l'insensibilité raciste » de certaines suffragettes¹³. En célébrant les réformatrices et les maternalistes chinoises, Eaton suggère que le respect et la reconnaissance des femmes devraient venir grâce aux efforts des Chinoises dans ce domaine. Les Chinoises n'avaient pas besoin de se faire sauver par les Européennes, féministes ou pas¹⁴.

CONCLUSION

Les suffragettes canadiennes revendiquaient la reconnaissance et la redistribution afin de faire avancer la parité participative et la justice de genre. Les préjugés prévalents qui excluaient fréquem-

ment les femmes non blanches avaient considérablement affaibli cet objectif ambitieux. En tant que critiques antiracistes de l'Amérique du Nord contemporaine et des suffragettes, E. Pauline Johnson et Édith M. Eaton se dévouaient à l'obtention d'une position plus avantageuse pour les représentantes de leur sexe. Dans un monde nord-américain où le racisme était omniprésent et n'était que très peu remis en question par les suffragettes colonisatrices, Johnson et Eaton ont su s'emparer du potentiel proposé par le féminisme maternaliste qui revendiquait le respect et l'égalité pour les femmes, les rapprochant ainsi dans une mesure significative à ce que Fraser a nommé la « parité participative ». En tenant compte de l'évolution de la démocratie, leur message doit être absorbé dans une mesure égale à celui des suffragettes canadiennes.

¹³ *ibid.*, 195.

¹⁴ Voir *ibid.*, chapitre 6.

NELLIE N'ÉTAIT PAS SEULE...

LINDA MCDOWELL

Linda McDowell a été enseignante d'histoire au secondaire, une consultante lors du développement du curriculum pour les écoles de Winnipeg, une conceptrice de curriculum et une professeure au département d'éducation de l'Université de Winnipeg. Elle a été membre de la *Women in Education Resource Team* de la *Manitoba Teachers Society* et elle est une membre à vie de la *Manitoba Social Science Teachers Association*. Son intérêt de longue date pour le rôle des femmes dans l'histoire du Manitoba l'a mené à créer un ensemble d'affiches pour les écoles mettant en vedette des Manitobaines impliquées en politique. Elle fait partie d'un projet mené par l'association des commissions scolaires du Manitoba qui vise à enregistrer l'histoire des femmes candidates dès le moment qu'elles ont pu se présenter à des élections en 1890, et elle a participé en tant que conférencière et écrivaine dans des projets commémorant le centenaire de la campagne *Votes for Women*.

En ce moment, elle écrit un livre sur les femmes du Manitoba à travers l'histoire.

Les célébrations marquant le centenaire sont des moments importants pour se souvenir des événements qui ont changé notre histoire. Alors que nous célébrons, nous lisons et nous discutons des héros qui sont responsables de ces changements – ou plutôt des héros que nous connaissons, étant donné que nous avons appris leurs histoires sur les bancs d'école ou dans les journaux quotidiens. Trop souvent, cela signifie que nos connaissances se limitent à ces quelques personnes dotées d'une « aura de star » ou ceux qui ont été les sujets de livres ou de films. Assurément, un anniversaire nous offre également l'occasion d'en apprendre davantage à propos de tous ces autres qui œuvraient également afin de changer le cours de l'histoire. Je vous invite donc à considérer quelques-unes de ces femmes et

hommes moins connus qui se sont dévoués au suffrage universel au Manitoba.

Il n'y a aucun doute que Nellie McClung est la femme la plus célèbre dans la campagne pour le droit de vote des femmes au Manitoba. Elle s'est dévouée à la cause pendant de longues années, utilisant sa notoriété et sa popularité en tant qu'écrivaine afin de faire avancer la cause, et usant de son talent d'oratrice pour garder son public attentif. C'est Nellie qui avait suggéré qu'elle devait prendre avantage de la popularité de ses écrits en ajoutant le sujet du suffrage à ses performances, et, plus important encore, de charger 25 cents par tête pour couvrir ses dépenses. La *Political Equality League* disposait de peu de fonds à ces débuts et

Nellie était très active, faisant plus de 100 performances en 1911. Elle était également très populaire, et ce, même en territoire conservateur. Les gens se ruaient pour la voir à Carman, le bastion détenu par Roblin, et elle a rassemblé près de 3 000 âmes à Brandon. En fait, plus intenses étaient ses disputes avec le premier ministre Roblin, plus sa popularité de militante pour le suffrage grandissait.

Nellie était une interprète de scène de talent qui puisait son énergie dans le genre de tapage qui se produisait communément durant les représentations à cette période. Ses réponses rapides et intelligentes sont devenues légendaires et son habilité à organiser ses arguments d'une façon claire et dans un vocabulaire de tous les jours a fait d'elle une leader importante du mouvement suffragiste. Tout ceci explique pourquoi Nellie a été une telle figure proéminente dans la campagne du suffrage. Nellie mérite toute cette attention, mais la fâcheuse conséquence de sa notoriété est que beaucoup d'autres, certaines qui l'ont précédé et certaines qui l'ont suivie, ont sombré dans l'oubli.

Est-ce que la plupart des gens savent que les femmes islandaises du Manitoba créèrent la première organisation suffragiste, non seulement au Manitoba, mais dans l'Ouest canadien? Peut-être avez-vous déjà entendu le nom de Margret Benedictsson, qui a été l'éditrice du *Freyja*, le seul journal suffragiste du Canada, mais il est fort probable que vous soyez incapables d'identifier Thorbjorg

Sigurdson ou Kristjana Thordarson, les organisatrices du *Sigurvon*¹. Les femmes islandaises du Manitoba ont été actives au Manitoba pendant plus de vingt-cinq ans sans interruption, faisant la promotion de leur cause et faisant circuler des pétitions dans les années 1890s, dont la pétition de Steina Stefanson en 1910². Elles travaillaient seules la plupart du temps, mais elles se sont parfois impliquées dans les causes défendues par les groupes anglophones; elles ont travaillé avec le *Political Equality League* lors de leur dernière pétition en 1915 et elles ont été représentées lors des importantes occasions que les suffragettes ont rencontré le premier ministre Roblin.

Qui reconnaît les noms de Kenneth Mackenzie et James Huston, deux députés robustes qui avaient eu le courage de soutenir et d'instiguer une motion pour le droit de vote des femmes sur l'enjeu de la Prohibition aussi tôt que 1892? Qui se souvient que George Malcolmson, un député de l'opposition, a présenté une motion pour le suffrage en 1914 — une motion qui avait manifestement inquiété le premier ministre Roblin parce qu'il avait déclaré que cela s'agissait d'un vote de confiance³? Ces trois hommes sont un rappel que les groupes suffragistes au Manitoba ont toujours bénéficié d'un fort soutien de la part des hommes. Le *Political Equity League* de Winnipeg et de Roaring River accueillait les hommes aussi bien que les femmes, mais il était sous-entendu que leurs porte-paroles étaient des femmes. Les délégués à la législature ont toujours

1 Notes: Entretien avec Miss Stefania Sigurdson, mai 1975. (*Sigurvon* signifie « Espoir en la victoire » et était le groupe de suffragettes Gimli.)

2 Pétition de Steina Stefanson et coll., priant pour l'adoption d'une loi qui affranchit toutes les femmes, qu'elles soient mariées, veuves ou célibataires, au même titre que les hommes (No. 51) *Sessional Papers*, 1910. Archives du Manitoba.

3 Catherine Cleverdon. *The Woman Suffrage Movement in Canada*. 2^e édition. Toronto: Presses de l'Université de Toronto, 1974, pp. 52 et 60.

compris des hommes, tels que les leaders religieux et politiques Charles Gordon, J.S. Woodsworth et Salem Bland.

Les Manitobains ont probablement entendu parlés de la fantastique Dre Amelia Yeomans, qui faisait partie de la WCTU du Manitoba et du *Equal Suffrage Society* dans les années 1980s, mais le nom de Arminda Blakeley est fort probablement accueillis avec des regards vides, malgré le fait qu'elle a été introduite à Chigago par la grande suffragette américaine Susan B. Antony comme étant l'instigatrice du premier parlement de femmes, le *Mock Paliament* (« simulacre du parlement ») de 1893 de Winnipeg⁴. Certaines archives historiques attribuent le mérite pour cet exploit à son mari! Aujourd'hui, la très fameuse « Mme McClung » est connue simplement comme Nellie, mais, dans les années 1890s, cela avait été sa belle-mère, Annie McClung, qui avait mené la campagne pour le vote des femmes alors que Nellie n'était qu'une jeune enseignante à ses débuts. Annie et Cora Hind, autres jeunes suffragettes manitobaines des années 1890s, ont été les modèles et les mentors du mouvement des femmes pour Nellie⁵.

La campagne du fin du siècle a perdu un peu de son élan au début du vingtième siècle et ne l'a retrouvé qu'avec la formation du *Political Equality League* à Winnipeg en 1912. La grande partie de la notoriété de Nellie est liée à ce groupe de femmes talentueuses et déterminées, plusieurs desquelles ont

maintenant été oubliées ou qui ne qu'à l'occasion énumérées au passage. Où sont les photographies de Martha Jane Hample, la première femme d'affaires de Winnipeg et la personne à avoir financé la *Political Equality League* à ses débuts? Où sont les livres à propos de Dre Mary Crawford, Agnes Munro ou Alice Holling? L'impression générale est souvent que la campagne pour le vote a été facilement remportée par un groupe de femmes bien nanties de Winnipeg. Ce groupe a été formé de femmes qui avaient le temps de s'engager dans une telle campagne puisqu'elles avaient d'autres femmes pour voir à l'entretien de leurs domiciles et à l'éducation de leurs progénitures, mais ce groupe était également composé de femmes professionnelles, dont les journalistes Kenneth Haig, Ann Anderson Perry, Isobel Graham et Genevieve Lipsett-Skinner — cette dernière allait plus tard devenir la première femme à apparaître dans la Tribune de la presse parlementaire.

Lillian Beynon Thomas et sa sœur, Francis Marion Beynon, sont reconnues à juste titre pour leur leadership dans la *Political Equality League*. Lillian était connu comme une organisatrice et oratrice importante du mouvement et elle a également été celle qui a résisté au conseil de Mrs Panhurst sur les stratégies pour le suffrage. Francis Marion Beynon a fait une contribution importante par la page des femmes dans le *Grain Growers' Guide*. Le *Grain Growers' Association* avait soutenu le vote pour les femmes depuis 1911 et George Chipman, l'éditeur

4 *The Winnipeg Tribune*, 6 juin 1893.

5 Ces relations sont mentionnées dans plusieurs sources, dont la suivante : Nellie McClung, *Clearing in the West*. Toronto: Thomas Allen Limited, 1964. pp. 268-269. Kenneth Haig, *Brave Harvest: The Life Story of E. Cora Hind, LL.D.* Toronto: Thomas Allen Limited, 1945. pp. 128-130. Mary Hallett & Marilyn Davis, *Firing the Heather: The Life and Times of Nellie McClung*. Saskatoon: Fifth House, 1993, pp. 56-58 ; 84-88 etc.

du Guide, avait pris une décision importante en engageant Miss Beynon. Elle est connue pour ses contributions à la page des femmes, mais probablement moins connue pour le rôle qu'elle a joué en janvier 1916 lorsque Mme Thomas a découvert que le premier ministre Norris avait inclus le droit de vote pour les femmes dans la loi, mais n'avait pas inclus le droit de se porter candidate aux élections. Le gouvernement avait alors affirmé qu'il était trop tard pour changer le projet de loi. Francis Beynon était à une convention du *Grain Growers' Association* à Brandon et avait apparemment dit qu'à moins que le projet de loi ne soit modifié, elle déposerait une motion de censure contre le gouvernement durant la convention. Soudainement, il n'était plus trop tard! Les Manitobaines ont ainsi obtenu le droit de se présenter aux élections⁶.

Nous connaissons peut-être les sœurs Beynon, Lilian et Francis, mais que savons-nous des sœurs Flett, membres du *Political Equality League*, qui faisaient également partie de la *Women's Labor League*? Winona et Lynn Flett étaient des sténographes; Winona avait un bureau de sténographie et Lynn travaillait comme sténographe. Winona avait présidé au comité de littérature du *Political Equality League* et toute lecture des comptes-rendus du PEL démontre que ce groupe était très actif⁷. Les sœurs Flett, Fred Dixon, John Queen et Arthur et Gertrude Puttee étaient un lien entre les organisa-

tions ouvrières de Winnipeg et la *Political Equality League*, une connexion importante qui a souvent été oubliée ou minimisée.

Il existe également des filiales de la *Political Equality League* à l'extérieur de Winnipeg. Elles ont été formées dans des petites communautés, par exemple à Carberry, et étaient de pratiques réseaux pour l'organisation de pétitions ou pour le ralliement de soutien durant les élections. Une des plus intéressantes a été le petit groupe de Roaring River (près de Swan River), créée par une autre paire de sœurs, Gertrude et Fanny Twilley de Leicester, en Angleterre. Elles étaient venues visiter un frère qui avait une ferme au pays et elles ont épousé des hommes de la communauté. Leur groupe était petit, mais leurs activités étaient animées et se faisaient souvent couvrir dans les nouvelles sur le suffrage⁸. Gertrude Twilley Richardson avait écrit à propos de leurs activités dans des journaux en Grande-Bretagne ainsi qu'au Canada.

L'événement le plus fameux et le plus réussi du mouvement de suffrage au Manitoba a été le *Women's Parliament* de 1914. La performance de Nellie en tant que première ministre a été le point culminant de l'événement, mais l'idée est venue de Mme Thomas et la pièce a été rédigée par le groupe au complet, avec une aide considérable de la part de Harriet Walker du théâtre Walker. Ce Parlement

6 Cleverdon, p.63 (Information contenue dans une lettre de Mme A.V. Thomas, 21 avril 1944) 7.

7 *Political Equality League minute book* (file 1), Archives du Manitoba.

8 Barbara Roberts, *A Reconstructed World: A Feminist Biography of Gertrude Richardson*. Montréal & Kingston : McGill-Queens, 1996. pp. 90-100. Les journaux de l'époque, *The Manitoba Free Press*, *The Winnipeg Tribune* et *The Telegram*, offre des comptes rendus détaillés des débats de la législature du Manitoba et d'autres événements politiques et sociaux à Winnipeg liés à la campagne du suffrage. Il y avait beaucoup plus de journaux ruraux à cette époque qu'aujourd'hui. Des journaux tels que *The Brandon Sun*, *The Hamiota Echo*, *The Virden Empire-Advance*, entre autres, possédaient des annonces pour la prohibition et des événements de suffrage et certaines activités animées.

a amassé assez d'argent pour financer le reste de leurs activités, mais sa principale réussite a été de légitimer le suffrage en le conceptualisant comme une cause respectable que tous voulaient joindre.

Tous ces gens que j'ai mentionnés et plusieurs autres qui n'ont pas été nommés ici méritent notre reconnaissance et nos remerciements pour le travail qu'ils ont accompli afin que le droit de vote et le droit de se présenter aux élections soient accordés aux femmes du Manitoba. Nellie aurait été d'accord.

L'INFLUENCE DES FEMMES LORS DE LA CRÉATION DU CANADA: LE RAYONNEMENT DE LA TEMPÉRANCE JUSQUE DANS LE 21^E SIÈCLE

SHARON COOK

Sharon Cook est professeure émérite et professeure distinguée à l'Université d'Ottawa. En tant qu'historienne de l'éducation, historienne de la condition féminine et formatrice d'enseignants, elle travaille activement auprès de *Developing a Global Perspective for Educators*/Développement d'une perspective globale pour enseignants et enseignantes. Maintenant dans sa huitième année d'existence, l'objectif de ce projet est de faciliter l'inclusion d'un curriculum axé sur la paix et le développement dans les activités d'enseignement régulières. Sharon travaille également de très près avec l'*Educational Research Unit, Making History: Narratives and Collective Memory in Education*/Faire de l'histoire: Récits et mémoires collectives en éducation. Cette Unité en recherche éducative (*Educational Research Unit - ERU*) favorise l'avancement de la production de connaissances historiques en offrant un site pour la recherche collaborative et bilingue en histoire éducative et est axée sur la région de l'Outaouais et du rôle de l'Université d'Ottawa dans cette région. La ERU vise à donner de la visibilité aux sources d'archives historiques auprès des conseils scolaires locaux et autres sites éducatifs, et de collectionner plus de documents d'archives à travers son centre numérique pour l'histoire orale.

Il est largement admis que les militantes pour la tempérance au 19^e siècle au Canada ont soutenu le droit de vote pour les femmes. Elles en ont fait ainsi sur la base de leur croyance que les femmes possèdent un sens moral plus aiguisé, qui est en partie démontré par leur rejet de l'alcool et des autres substances polluantes pour le corps, comme le tabac. Les femmes défendant cette position ont formé le *Women's Christian Temperance Union* en

1874 au Canada. En quelques années, cette union est devenue la plus grande organisation non confessionnelle de femmes au pays, comptant aujourd'hui parmi ses membres plusieurs des grand-mères et arrière-grands-mères de Canadiens. Durant la fin du 19^e siècle, la WCTU a défendu l'idée selon laquelle si les femmes obtenaient le droit de vote, elles injecteraient une valeur morale plus élevée en politique et dans la société en entier¹.

1 Sharon Anne Cook *Through Sunshine and Shadow: The Woman's Christian Temperance Union, Evangelicalism, and Reform in Ontario, 1874-1930*. Montreal & Kingston: McGill-Queens University Press, 1995, chap 4.

Mais ceci n'est en aucun cas la seule façon dont la tempérance a aidé les femmes à bâtir le Canada que nous connaissons aujourd'hui. En fait, à plusieurs égards, les groupes comme la WCTU ont eu une influence beaucoup plus profonde sur d'autres normes canadiennes que sur le droit de vote des femmes, qui a été obtenu au fédéral et dans les différentes provinces durant et après la Première Guerre mondiale. Pour prendre le WCTU comme exemple, à travers toutes leurs campagnes, le WCTU travaillait en collaboration avec d'autres associations féminines dans le but d'améliorer le Canada. Au cœur de la philosophie du WCTU se trouvait la croyance que les femmes ont le pouvoir de changer le monde. L'organisation est souvent classifiée comme une organisation « protoféministe », cependant, le fait qu'elle place les talents et l'engagement des femmes, ainsi que leurs besoins particuliers et leur potentiel, au cœur de sa mission, nous pouvons aisément la considérer comme une organisation féministe (de la première vague). En collaboration avec leurs sœurs de d'autres organisations, les femmes de la WCTU ont joué un rôle fondamental dans le façonnement du Canada industrialisé. Plusieurs de leurs objectifs et stratégies, qui ont poussé le Canada vers un meilleur avenir, sont décidément modernes.

La WCTU se définissait comme une organisation de femmes évangélique. Après leur apogée, elles sont devenues connues comme des « féministes évangéliques »². Leur religiosité mettait le WCTU pleinement en phase avec la société canadienne

avant la Première Guerre mondiale, lorsque la forme dominant de l'expression religieuse dans la plupart des confessions protestantes au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne était l'évangélisme³. Si notre société actuelle est plus laïque, sa mission religieuse ayant été abandonnée par la culture populaire, nous continuons à accepter le lien étroit entre les principes religieux et le militantisme social, reconnaissant le pouvoir d'une vie spirituelle robuste pour les croyants. Le passé nous montre que la détermination des femmes du WCTU était renforcée par leur religiosité. Leur confiance face à leur pouvoir de purifier le monde transparaît dans les procès-verbaux que nous pouvons lire aujourd'hui. Les réunions du WCTU commençaient et finissaient toujours avec une prière, et incluaient souvent la lecture de passages bibliques dont le sujet se rapprochait aux projets publics que le groupe entreprenait.

À cette époque, l'évangélisme était caractérisé par une croyance que la société serait transformée par la volonté individuelle des fidèles et le salut des pécheurs, et à l'aide du soutien d'une société bienfaisante. Cette transformation résulterait par le rejet de l'alcool par les alcooliques ainsi qu'avec des lois gouvernementales : « La pression morale pour l'individu et la Prohibition pour l'État »⁴. Mis à part son approche ouvertement religieuse, la conception de la WCTU que la moralité dans les enjeux publics est une responsabilité autant individuelle que collective se rapproche des politiques sociales modernes. De plus, lorsque nous réalisons que les normes cana-

2 Cook, *Through Sunshine and Shadow*, pp. 11–14.

3 William Westfall, *Two Worlds: The Protestant Culture of Nineteenth-Century Ontario*. Montreal & Kingston: McGill-Queens University Press, 1989.

4 Archives de l'Ontario. *Rapport annuel de la WCTU de l'Ontario*, 1894.

diennes sur la consommation légale d'alcool sont beaucoup plus restrictives que dans bien d'autres pays, nous pouvons encore une fois voir le pouvoir que la WCTU a eu lors de leurs campagnes pour limiter la consommation d'alcool en public.

La WCTU avait une foi inébranlable envers le pouvoir de l'éducation. L'organisme mettait beaucoup d'efforts afin de courtiser les enseignantes et s'assurer leur soutien dans la cause de la tempérance dans le système éducatif public; l'organisme enseignait aussi directement aux enfants à travers des activités parascolaires axées sur la tempérance, auxquelles il invitait souvent des enseignantes. Les femmes de la WCTU comprenaient que les enseignants étaient leurs meilleurs alliés, et, en 1899, elles ont déclaré durant la conférence du WCTU en Ontario :

Nous priions les enseignants de s'efforcer sérieusement d'inspirer chez ceux qui sont à leur charge les sublimes idéaux de pureté, de noblesse et d'intégrité personnelle... Nous aimerions souligner que nous avons la conviction qu'aucune personne dépendante de ces narcotiques ne devrait occuper le poste d'enseignant⁵.

La notion que les enseignants doivent incarner des qualités exemplaires et être des modèles pour les enfants et les jeunes auxquelles ils enseignent demeure un élément central dans les lois sur l'éducation régissant l'enseignement dans la plupart des provinces canadiennes. Les enseignants trouvent cette attente souvent intimidante; toutefois, ce principe est accepté par les enseignants

et mis en pratique par les associations et ceux qui les gouvernent. Alors que nous n'insistons plus sur le fait que les enseignants ne devraient ni fumer ni boire, nous nous attendons à ce que les enseignants fassent preuve d'un comportement très droit puisqu'ils interagissent avec des populations très vulnérables. À la fin, cette attente a contribué au respect général dont jouissent les enseignantes et enseignants canadiens, qui se manifeste également par les échelles salariales et les conditions de travail parmi les plus avantageuses dans le monde.

Au-delà du rôle essentiel de l'enseignant, la WCTU croyait que les enfants avaient besoin de manuels scolaires convaincants afin de bien recevoir le message de la tempérance. L'union promouvait des manuels avec l'aide du ministère de l'Éducation provincial, en leur mettant de la pression afin qu'ils revoient le curriculum et que le message de la tempérance soit enchâssé dans le curriculum officiel. Ces pressions du WCTU pour «l'enseignement scientifique de la tempérance» ont abouti et la WCTU a réussi à faire adopter aux manuels scolaires le message de la tempérance qui a été livré à des générations d'enfants en âge scolaire⁶. En agissant ainsi, les femmes du WCTU ont pris part au système complexe de groupes de pression donnant leurs avis aux comités de curriculum provinciaux afin d'adopter des manuels scolaires et un curriculum s'alignant aux normes de la communauté. Ce processus est clairement illustré par le fait qu'en 2010, le ministère de l'Éducation de l'Ontario a décidé de retirer un cours d'éducation sexuelle après que des parents aient protesté parce qu'ils croyaient que ce cours ne répondait pas aux

6 Cook, pp 119-123.

standards de la communauté. Les manuels scolaires en 2016 portent encore les marques du message de tempérance dans leur organisation et leur approche générale dans l'enseignement des dangers de la consommation d'alcool et de tabac⁷.

Le soutien inébranlable de la WCTU envers le système d'enseignement public canadien, qui, plutôt que de parrainer une pédagogie religieuse parallèle dans des écoles indépendantes, a ainsi enrichi le curriculum du système public et renforcé la mission morale des enseignants canadiens. Parmi nos nombreuses qualités nationales méritant d'être célébrées, la robustesse de notre système d'enseignement public en est une fondamentale, avec son secteur indépendant qui demeure parmi les plus petits dans le monde développé. Ceci s'inscrit dans une tradition qui remonte aux décisions de groupes tels que la WCTU qui se démenaient à lutter pour l'éducation des enfants dans un système scolaire patronné par l'État.

Constituée principalement de femmes de la classe moyenne n'ayant pas beaucoup d'éducation formelle elles-mêmes, une partie importante des activités de la WCTU concernaient l'enseignement des affaires publiques courantes à ses propres membres. Elles arrivaient à cette fin en organisant des « unions » locales où les femmes dirigeaient des groupes d'études sur les enjeux publics et leurs solutions possibles. Parfois elles lisaient toutes le même livre ou la même brochure et discutaient à son sujet; d'autres fois, une responsable résumait

des œuvres plus complexes et les présentait à son groupe, en posant des questions afin d'aider les autres membres à comprendre l'idée centrale de ces œuvres, et afin de planifier leurs plans d'actions communautaires. Peu importe la façon à travers de laquelle l'union locale décidait d'aborder leurs études, elles délibéraient toujours d'une façon qui leur était propre, expérimentant avec diverses approches afin de déterminer comment rendre le processus d'apprentissage agréable et efficace. Les unions mettaient de l'avant des stratégies qui ressemblent énormément à celles utilisées dans les clubs de lectures contemporains. Des groupes de femmes étudiaient et travaillaient ensemble afin de promouvoir des réformes durant des décennies, en créant des réseaux durables de femmes engagées composées de voisines, de parentes et de membres plus éloignés de la communauté⁸. Ces groupes ont produit une culture particulière composée de femmes de la classe moyenne au Canada qui ont survécu jusqu'à aujourd'hui dans plusieurs communautés.

La WCTU donnait à des femmes ordinaires une tribune leur permettant de devenir des participantes plus actives dans leurs propres communautés bien avant qu'elles n'avaient pas le droit de vote, et aussi, après son obtention. Les membres de cette organisation ainsi que les membres d'autres organisations similaires choisissaient leurs enjeux soigneusement : l'immigration, les droits des femmes dans le système judiciaire, le Code pénal, la violence contre les femmes et les enfants, le soin des personnes

7 Sharon Anne Cook, *Sex, Lies and Cigarettes: Canadian Women, Smoking, and Visual Culture, 1880–2000*. Montreal & Kingston : McGill-Queens University Press, 2012, chap 4.

8 Cook, *Through Sunshine and Shadow*, pp.133-147.

âgées, la violence et l'irresponsabilité des hommes, la survie de l'unité familiale, la valorisation d'une culture de la paix plutôt que d'une culture de la guerre, et le besoin de fournir des services sociaux aux membres vulnérables de la communauté, dont aux nouveaux arrivants. Les enjeux qu'elles défendaient étaient ceux qui avaient une influence sur leurs vies, et sur les vies des familles et des autres femmes à travers le Canada. Elles ne s'impliquaient pas habituellement dans les campagnes nationales ou même provinciales lorsque celles-ci ne les touchaient pas directement. Elles cherchaient des solutions pratiques, collaboratives et durables aux problèmes communautaires.

Elles représentaient les opinions de leurs communautés et, ainsi, leurs réponses à certaines crises peuvent sembler raciste et classiste aujourd'hui. Toutefois, à travers l'attention qu'elles ont dirigée vers la représentation des standards de leur communauté, elles sont devenues des modèles pour les militants communautaires d'aujourd'hui qui traitent de nos problèmes contemporains dans l'environnement et les services sociaux. Elles ont démontré que des femmes possédant peu d'éducation, mais ayant un dévouement profond, pouvaient s'entraider et travailler ensemble afin de devenir des militantes et changer par là les politiques publiques dans le court et le long terme.

Le phénomène des femmes ordinaires qui se rassemblent afin de trouver des solutions aux problèmes et maux de la communauté n'est pas aussi commun au 21^e siècle que cela l'était durant le 19^e siècle. À l'exception d'une gamme relativement étroite d'enjeux touchant à des sujets tels que la culture du viol ou la violence contre les femmes, il est rare que les femmes canadiennes contempo-

raines se rassemblent aujourd'hui afin de travailler sur des stratégies pour attirer l'attention de ceux au pouvoir, ou de mobiliser d'autres femmes et enfants afin de manifester leur pouvoir collectif à travers la solidarité sexuelle. Les résultats sociaux et juridiques de nos aïeules qui ont pris cette approche sont impressionnants et méritent d'être à nouveau pris en considération dans notre Canada contemporain alors que nous tentons de bâtir une société plus humaine et prospère basée sur la diversité et le respect.

L'INTÉGRATION DES FEMMES À LA VIE POLITIQUE AU CANADA : DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE À LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

YOLANDE COHEN

Professeure titulaire, Yolande Cohen, MSRC, Historienne, UQAM. Thèse de troisième cycle, Histoire, Université Paris VIII et École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris). Membre de la Société royale du Canada. Formée en histoire sociale et des mouvements sociaux contemporains, Yolande Cohen s'est attachée à illustrer les processus par lesquels les groupes traditionnellement exclus de la vie politique ont développé leur sociabilité et d'autres formes d'intervention publique. Elle a été l'une pionnière de l'histoire des jeunes, de l'histoire des femmes et de l'histoire des Juifs marocains.

La persistance des inégalités de genre soulève des débats récurrents sur la capacité des démocraties contemporaines d'instituer des régimes égalitaires et inclusifs. Les mouvements d'émancipation des femmes qui ont traversé le XX^e siècle occidental et culminé dans les années 1970, témoignent des tentatives répétées des femmes de changer les rapports de domination pour faire reconnaître leurs droits. Cette histoire, relativement bien documentée maintenant, a permis de repérer les formes prises par ces discriminations et de pointer les victoires féministes avec leurs héroïnes, loin d'une histoire victimaire. Toutefois, au delà des promesses paritaires, la question qui demeure est celle de l'égalité symbolique qui fut conquise par les femmes, tandis que les discriminations perdurent tant dans leurs rapports au pouvoir qu'en emploi. Autrement dit, comment sortir d'une histoire duelle, ou des apories d'une

histoire genrée, univoque? Comment restituer la complexité des rapports sociaux de sexe, à la fois en termes de changement politique et de culture? Car s'il est bien une révolution culturelle / sexuelle qu'il s'agit de comprendre, c'est celle qui a transformé de fond en comble les rapports entre les femmes et les hommes, entre les générations, entre les religions, dans les familles, bouleversant l'ordre ancien pour mettre sur le devant de la scène les problèmes d'intégration.

Comment en effet aborder la question des modalités d'intégration des groupes minorisés dans des sociétés transformées de fond en comble par la globalisation qui est au cœur de la remise en cause actuelle des démocraties avancées. Au Canada, où la politique du multiculturalisme domine partout sauf au Québec, la peur fantasmée d'une immigra-

tion massive, dont l'origine radicalement étrangère (à des valeurs « nationales ») viendrait bouleverser les règles établies, reste présente, bien que dans des proportions bien moindres qu'aux USA ou en Europe. Le Québec, toutefois a été au cœur d'un autre débat douloureux en 2015, qui s'est traduit par l'échec du parti québécois au pouvoir à faire adopter une « Charte des valeurs ». Ce vote signale un recul de l'offensive anti-immigration imaginée par le parti québécois, au contraire du Brexit de l'Europe voté en juin 2016 qui marque la victoire du front nationaliste anglais. Deux résultats différents pour un problème relativement semblable qui pointe de façon différente aux difficultés et complexités des processus d'exclusion/intégration au sein des démocraties libérales.

Le cas de l'intégration des femmes aux démocraties contemporaines permet de mieux cerner les stratégies mises en œuvre par les mouvements féministes pour obtenir une reconnaissance et une place à des postes de pouvoir. L'intégration des femmes à la citoyenneté (politique) soulève de nombreuses questions relatives aux processus de transformation des démocraties libérales, en particulier des processus de représentation politique. La démocratie occidentale naissante, qui avait exclu les femmes de la représentation politique, doit alors trouver les modalités d'une intégration progressive et circonstanciée des groupes qui en font la demande. Le rôle des associations féministes y est central.

Au sein des mouvements féministes de la première vague, qui, au tournant du XX^e siècle cherchent

à élargir les droits des femmes (suffrage, droits civiques et sociaux), la contribution d'organisations comme la Fédération Nationale Saint-Jean Baptiste en témoigne. Malgré leur exclusion de la sphère partisane et se fondant précisément sur leur assignation à la sphère privée, qui aurait dû les maintenir à l'écart des postes électifs et de représentation¹, ces femmes déploient des stratégies complexes pour obtenir la reconnaissance politique de leur contribution sociale. Parmi elles, figurent des alliances entre différentes factions et tendances féministes, et avec les partis politiques les plus aptes à pouvoir les représenter. L'histoire du droit de suffrage en Occident est ainsi une longue histoire de compromis passés entre féministes libérales, radicales, franc-maçonnnes, libres-penseuses, maternalistes, réformatrices, protestantes, juives etc. et des partis politiques au pouvoir ou qui cherchent à s'y maintenir. Cette coalition improbable trouve après la première guerre mondiale une base large, maternaliste, sur laquelle réaliser ce compromis. Plus que jamais, on a besoin des femmes.

L'ACQUISITION DU DROIT DE VOTE POUR LES FEMMES

Le droit de suffrage est ainsi obtenu dans les années 1920 dans de nombreux pays (Canada inclus), en échange des services rendus par les mères, les infirmières, les veuves, pendant ou juste après la première guerre mondiale. Au Québec, les revendications féministes pour le droit de suffrage, obtenu au niveau municipal et fédéral durant la même période, sont principalement bloquées par l'épis-

1 Joan W. Scott (dir.), *Feminism and History: Oxford Readings in Feminism*, New York, Oxford University Press, 1996; Louise Toupin, « Une histoire du féminisme est elle possible ? », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1, 1993, p. 25-51.

copat catholique. Elles aboutissent vingt ans plus tard au niveau provincial, grâce à des stratégies d'alliance qui incluent des féministes radicales et réformistes avec le parti libéral.

En 1938 et sous la pression de Thérèse Casgrain et de la quarantaine de déléguées qu'elle conduit au congrès, le Parti libéral provincial adopte une résolution faisant du suffrage féminin un article de son programme. La défaite aux mains de l'Union nationale de Maurice Duplessis en 1936, le changement de garde à la tête des libéraux avec le départ d'Alexandre Taschereau, et la nécessité d'obtenir l'appui des femmes au vaste chantier de réformes sociales souhaitées par son successeur Adélard Godbout permettent alors ce premier engagement formel d'un parti provincial en faveur du suffrage féminin. La victoire électorale des libéraux en 1939 conduit à l'obtention, en avril 1940 du droit de vote pour les femmes au niveau provincial.

Ainsi, l'élargissement du vote aux femmes s'insère dans un processus d'inclusion des questions sociales dans les nouvelles responsabilités de l'État. Sur un modèle analogue à celui du Canada anglais, le vote est octroyé aux femmes pour services rendus à la nation. Il récompense la contribution des femmes à la société. Dans son discours en chambre, Godbout mentionne les raisons qui le poussent à présenter son projet de loi pour ces « jeunes filles qui, du sein de nos associations de bienfaisance et de charité, se dévouent de tout leur cœur pour nous.

Je vous demande que nous enlevions toute entrave à l'influence bienfaisante de la femme dans notre société²». La *Loi accordant le droit de vote et d'éligibilité* aux femmes (projet de loi 18) fut finalement adoptée le 25 avril 1940³.

Si l'épiscopat a réussi pendant un temps à faire reculer les positions suffragistes à la FNSJB, celles-ci vont se reconstruire en dehors de la Fédération mais à partir des réseaux qui s'y sont construits. Le Parti libéral provincial devient alors le seul parti politique où pourront s'exprimer les revendications suffragistes. Car pour la plupart d'entre elles, ces militantes s'identifient aux valeurs prônées par le Parti libéral: volonté de démocratiser les institutions, de réformer l'éducation et de confiner l'Église à sa fonction religieuse. De leur côté, des trois chefs se succédant à la barre du Parti Conservateur provincial durant les années 1920 et 1930 (Arthur Sauvé, Camilien Houde et Maurice Duplessis), aucun n'est partisan du suffrage féminin provincial, et leur base électorale, davantage rurale, est moins susceptible d'appuyer l'idée que celle des Libéraux⁴. Si les deux leaders libéraux dirigeant le Québec pendant 31 ans, Lomer Gouin (1905-1921) et Alexandre Taschereau (1921-1936), sont de même personnellement opposés au suffrage féminin, leur caucus et leur électorat comptent un nombre grandissant de partisans du suffrage féminin, et les principales dirigeantes du mouvement suffragiste entretiennent souvent d'excellents rapports avec les dirigeants libéraux, étant souvent elles-mêmes

2 Cité dans Jean-Guy Genest, *Godbout*, Québec, Septentrion, 1996, p. 155-156.

3 Réal Bélanger, Richard Jones et Marc Vallières, *Les grands débats parlementaires, 1792-1992*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1994, p. 92-95.

4 Maurice Duplessis approuve toutefois en 1929 l'idée d'octroyer le droit de vote municipal à toutes les femmes mariées payant des taxes, qu'elles obtiennent bel et bien. De même, il approuve en 1931 l'idée d'admettre les femmes au Barreau.

associées à l'élite libérale de la province.

On le voit, il aura fallu la combinaison de plusieurs stratégies, féministes maternalistes et pour l'égalité des droits entre femmes et hommes, ainsi qu'une solide habileté partisane de la part des associations de femmes pour que leurs revendications soient finalement entendues et que saute ce dernier verrou dans la représentation des femmes au niveau provincial. Tout le monde s'entend dans ce contexte pour valoriser l'acquisition de droits égaux, une des valeurs phares de la démocratie représentative.

ET LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

L'étude du genre de la citoyenneté permet de mettre en perspective l'action des militantes et leur impact sur les institutions publiques et la vie politique en démocratie. La capacité d'agir (*agency*) des femmes y est mise en relief, et leurs divers rôles dans la sphère publique identifiés. On a vu qu'au Canada, elles font également l'apprentissage rapide de la politique partisane, même avant d'avoir le droit de voter.

Le combat féministe pour le droit de suffrage au Canada a ainsi ouvert une brèche dans la démocratie libérale avec l'obtention du droit de vote des femmes à différents paliers de gouvernement. Ces nouveaux droits, obtenus à des moments différents selon les provinces, permettent la coexistence de différents régimes de citoyenneté et l'élargissement de la démocratie par la reconnaissance de droits égaux aux femmes.

Toutefois ce que l'histoire du droit de suffrage montre également, outre les résistances nombreuses auxquelles se heurtent les mouvements qui

favorisent l'intégration des groupes minorisés, c'est la relative homogénéité des groupes impliqués dans ce processus, à savoir une petite élite d'hommes et de femmes des classes urbaines anglo-protestantes et dans une moindre mesure, franco-catholiques. Pour ces élites, on peut dire que le fonctionnement démocratique a permis de se nourrir de la participation citoyenne. Mais le plafond de verre auquel se cognent les femmes encore aujourd'hui résiste aux poussées plus larges d'inclusion des femmes d'autres catégories sociales, d'autres origines ethno-religieuses et d'autres régions. Autrement dit, tant que la conquête des droits égaux pour les femmes ne bouleverse pas l'ordre patriarcal de domination, différents autres droits civils et politiques peuvent être accordés. Car on le voit bien, le droit de suffrage des femmes n'a pas débouché sur une participation égale des femmes en politique, et encore moins au partage du pouvoir entre femmes et hommes, loin s'en faut.

ET MAINTENANT

Près d'un siècle plus tard, à l'occasion d'un débat qui a eu lieu à Québec à l'initiative du Conseil du Statut de la Femme, on se posait à nouveau la question de savoir pourquoi les femmes n'entraient pas en plus grand nombre à la direction des partis politiques et plus généralement pourquoi elles étaient aussi peu nombreuses (32,8 % de députées au Québec en 2012) aux postes électifs et aux postes de pouvoir. On peut se réjouir de cette augmentation substantielle du nombre de députées à l'Assemblée. Après les grandes manifestations féministes des années 1970 en faveur d'une représentation accrue des femmes en politique, on est passé de 6,5 % d'élues en 1981 à 14,8 % en 1985 et en 1998 un autre bond avec 23,2 % d'élues au Québec et l'élection de

Kim Campbell comme première Première ministre (éclair) du Canada. Certes on doit aussi constater aussi que six femmes ont été élues premières ministres dans les provinces canadiennes récemment. Ce fait témoigne-t-il d'une avancée majeure dans ce domaine et d'un recul des stéréotypes associés aux femmes et à la politique, ou est-ce l'arbre qui cache la forêt des inégalités qui persistent entre femmes et hommes dans ce domaine comme dans bien d'autres? Comme on sait l'élection de Barak Obama à la présidence des États-Unis n'a pas suffi pour faire reculer le racisme anti-noir.

Curieusement une des recommandations qui a été avancée lors de ce débat était de combattre le manque de confiance en soi des femmes qui ainsi hésiteraient à aller en politique. Ce diagnostic a de quoi laisser songeur, quand on sait que ce sont des réseaux tissés serrés et souvent masculins qui conduisent aux couloirs du pouvoir politique. Pour les changer, on peut apporter soutien, réseau et argent pour aider au recrutement des femmes qui veulent se lancer en politique. C'est aussi à la culture politique dominante que les femmes doivent se confronter; une culture politique qui ne reflète pas pour l'instant ni leurs valeurs ni leurs préoccupations. En outre l'image désastreuse que le milieu politique projette aujourd'hui écarte tout autant les bons candidats que les bonnes candidates.

La présence d'un nombre plus élevé de femmes députées, maires et première ministre a-t-elle réussi à changer cette culture politique? Le seuil fatidique de la parité entre les femmes et les hommes à l'Assemblée Nationale permettra-t-il de considérer que l'intégration des femmes est désormais acquise? Et même si pour l'instant, c'est la politique autrement qui semble plaire davantage aux femmes,

les réseaux qu'elles ont tissé dans des associations bénévoles, des organisations caritatives et même dans des petits partis où elles ont le sentiment qu'elles peuvent faire la différence et où on les retrouve en grand nombre, les préparent à faire le grand saut en politique. Un passage symbolique et nécessaire, qui changera la culture politique dominante, et qu'on peut déjà voir un peu à l'œuvre à la suite des révolutions sexuelles récentes (mariage pour tous, reconnaissance des droits LGBTQI etc.)

Si l'histoire de la conquête des droits politiques des femmes nous apprend quelque chose c'est l'importance des réseaux et de la société civile dans les transitions démocratiques et que les grands changements sont précédés par des transformations dans la culture politique de tous et chacun.

Cette culture politique, qui au Canada est imprégnée par des visions divergentes du multiculturalisme et de l'interculturalisme (au Québec) reste toutefois encore dominée par le dualisme nous/les autres, qui reproduit sans cesse des processus d'exclusion. Une des façons d'y résister c'est me semble-t-il en changeant les paramètres de fonctionnement de nos démocraties, pour accéder à une société paritaire dans le cadre d'une démocratie participative.

MODERNISER NOTRE DEVISE : LES FEMMES CANADIENNES SUR LES BILLETS DE BANQUE

MERNA FORSTER

Merna Forster est une auteure, une historienne et une conférencière qui milite pour la reconnaissance des figures historiques féminines. Elle a aidé à recueillir des fonds pour la statue de Emily Carr à Victoria et a mené la campagne pour l'ajout d'une femme canadienne sur les billets de banque. Maintenant à l'Université de Victoria, elle est la directrice générale des Grands mystères de l'histoire canadienne.

Un siècle après que les femmes aient obtenu le droit de vote au Canada, le pays va finalement mettre une femme canadienne emblématique sur un billet de banque pour la première fois. Durant la Journée internationale des femmes en 2016, le premier ministre Justin Trudeau et le ministre des Finances Bill Morneau ont annoncé que l'image d'une femme provenant de l'histoire canadienne va apparaître sur un nouveau billet en 2018. La nouvelle représente une victoire suite à la lutte acharnée que j'ai lancée durant l'été de 2013 dans le but de mettre un terme aux billets de banque sexistes, elle représente également une victoire pour les plus de 73 000 sympathisants qui ont signé ma pétition sur change.org/CanadianHeroines. Cependant, pourquoi est-ce que la représentation des femmes sur les billets de banque était même un enjeu qui nécessitait une conversation, et ceci dans une nation qui se vante d'être un leader mondial dans l'avancement de l'égalité entre les sexes et des droits des

femmes? Est-ce que le sexisme systémique de nos institutions nationales est si fermement ancré que l'exclusion de la moitié de la population d'un symbole national prééminent est considérée comme acceptable?

De nombreuses personnes reconnaissables sont apparues sur les premiers billets de banque canadiens, dont des monarques et les membres de leurs familles ainsi que Jacques Cartier, Samuel de Champlain, le général James Wolfe, Montcalm, des gouverneurs généraux et leurs épouses. Après la création de la Banque du Canada, c'est elle qui a assumé la responsabilité d'émettre les billets de banque et a depuis mis en circulation sept séries différentes et trois billets commémoratifs. La politique de la Banque jusqu'ici a été de représenter «des portraits d'anciens premiers ministres canadiens et les membres de la famille royale au recto du billet et des scènes qui témoignent de la culture,

de l'histoire et des réussites canadiennes sur le verso »¹ (traduction). Sur le verso de nos séries en polymère actuelles apparaissent la Reine Elizabeth II et les anciens premiers ministres Sir Wilfrid Laurier, Sir John A. Macdonald, W.L. Mackenzie King et Sir Robert L. Borden.

En 2004, à la suite de fortes pressions, un billet de 50 \$ a été émis sur lequel apparaissait la militante Thérèse Casgrain et les Célèbres cinq sur le verso. Ce billet a été la première fois que des femmes canadiennes identifiables étaient célébrées, bien que le billet présentait Casgrain et une statue des cinq Albertaines — plutôt que leurs portraits réels — en médaillon.

Le progrès vers l'égalité entre les sexes sur les billets de banque du Canada a été ébranlé lorsque la Banque du Canada a commencé d'émettre une nouvelle série de billets en polymère en novembre 2011 et les Canadiens se sont vite aperçus que le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, venait d'éliminer toute représentation féminine — en la remplaçant avec un brise-glace au dos du billet de 50 \$. En réponse aux protestations contre cette décision, la porte-parole de la Banque du Canada, Julie Girard, avait déclaré « Nous avons eu le privilège de présenter les Célèbres cinq sur le billet de 50 durant la dernière série... maintenant nous avons l'occasion de célébrer de nouvelles choses »² Ni le dirigeant de la Banque du Canada ni le ministre des Finances, responsables de l'approbation des repré-

sentations apparaissant sur les billets de banque, ne se sont engagés à ce que les prochains billets de banque mettent des femmes canadiennes à l'honneur. La revendication suivante souligne l'importance de reconnaître les contributions faites par les femmes canadiennes sur nos symboles nationaux tels que des billets de banque :

« Les billets de banque, qui appartiennent à tous les Canadiens, devraient représenter une vaste gamme de Canadiens des deux sexes ainsi qu'une multitude d'origines ethniques. Qui et quoi est célébré sur nos billets de banque a de l'importance étant donné que cela reflète ce que nous considérons comme important dans notre culture et notre histoire et ce que nous considérons digne d'être honoré pour ses réussites. Il ne manque certainement pas de femmes dignes d'être honorées au Canada, mais elles sont notablement absentes ou sous-représentées dans la plupart des représentations qui nous entourent et qui contribuent à façonner notre conception du monde et de notre rôle potentiel dans celui-ci. »³ (traduction)

Alors que le Canada s'apprête à finalement célébrer une femme canadienne notable sur le verso d'un billet de banque, des figures historiques féminines se retrouvent déjà sur les billets d'une multitude de pays à travers le monde. Parmi ces pays, il y a le Japon, la Colombie, le Chili, le Pérou, la Turquie, l'Ukraine, le Venezuela, le Mexique, la Serbie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, l'Ar-

1 Site web de la Banque du Canada, 2011.

2 *Calgary Herald*, 20 décembre 2011.

3 www.change.org/CanadianHeroines

gentine, l'Israël, l'Uruguay et la Corée du Sud⁴. La Banque Royale de l'Écosse a annoncé en 2016 que la scientifique écossaise Mary Somerville et la poétesse Nan Shepherd allaient apparaître sur deux nouveaux billets. La Suède a commencé à émettre de nouveaux billets sur lesquels vont apparaître le même nombre de femmes que d'hommes. L'Australie est un excellent exemple de l'inclusion d'individus des deux sexes ayant contribué à bâtir la nation sur ses billets de banque; quatre des cinq billets ont une femme australienne emblématique sur un côté et un homme sur l'autre, le cinquième billet représente la Reine Elizabeth II et les édifices du parlement.

Des militantes dans différents pays ont récemment eu recours à des campagnes publiques afin d'assurer que des hommes célèbres ne soient pas les seuls personnages historiques à apparaître sur la monnaie nationale. La Banque de l'Angleterre, en plus d'émettre d'innombrables billets honorant ses reines, représente également l'infirmière Florence Nightingale et la réformatrice sociale Elizabeth Fry sur ses billets. Mais lorsque les Britanniques ont annoncé leurs plans en 2013 de remplacer cette dernière avec Sir Winston Churchill, la militante Caroline Criado-Perez a lancé une pétition qui a de si tôt convaincu le nouveau dirigeant de la Banque de l'Angleterre, Mark Carney, de remédier à ce problème. Il a rapidement annoncé en juillet 2013 que c'est l'auteure de renom Jane Austen qui allait apparaître sur les nouveaux billets de 10 £ en 2017.

Aux États-Unis, une association locale a créé la

campagne *Women on 20s* en 2015 afin de mettre une femme américaine sur les billets avant le 100^e anniversaire du suffrage universel en 2020. Après que le groupe eut déposé une pétition au président Barack Obama le 12 mai 2015, le gouvernement s'est rapidement engagé à passer aux actes et a choisi l'ancienne esclave et abolitionniste légendaire Harriet Tubman pour apparaître sur les nouveaux billets. Pocahontas était apparue sur les billets américains dans une image de groupe dans les années 1860s alors que Martha Washington, l'épouse de l'ancien président, était apparue dans les années 1890s.

Pour ce qui en est du Canada, il a fallu environ trois années pour que la campagne très médiatisée demandant une femme canadienne sur la devise aboutisse à des résultats concrets. La lutte a impliqué: l'envoi de lettres et de courriels à tous les membres du parlement fédéral ainsi qu'à nombreux employés et gestionnaire de la Banque du Canada, à des organisations et à des citoyens influents; du lobbying auprès de politiciens; des éditoriaux dans des journaux, plusieurs entrevues à la radio et à la télévision, une très forte couverture médiatique et une présence sur les médias sociaux, et le ralliement d'un soutien de la part de Canadiens d'à travers le pays — dont des Canadiens influents tels que Margaret Atwood et la militante Judy Rebick ainsi que plusieurs politiciens. Des centaines de femmes ont été sélectionnées à travers un site interactif (womenonbanknotes.ca) qui permettait aux visiteurs de créer des images de billets de banque qui mettaient en vedette leurs choix et de partager ces

4 Bien que des femmes se trouvent actuellement sur les billets de banque de 48 pays, la Reine Elizabeth est la figure dominante; elle apparaît sur 74 des 120 billets portant une femme au recto. Voir <http://www.vox.com/2016/4/21/11456180/women-us-money>.

images sur les médias sociaux. La pression montait lorsque des conseillers municipaux ont commencé à s'impliquer dans la campagne nationale avec des motions demandant à ce que des femmes canadiennes apparaissent sur la devise ont été adoptées à Montréal, Whitehorse, Cambridge, Toronto, Oakville et North Saanich.

Une fois que le premier ministre Justin Trudeau et le ministre des Finances Morneau ont octroyé leur soutien tant attendu relativement à la célébration d'une femme emblématique sur notre devise, la Banque du Canada a promptement réagi en demandant aux Canadiens de soumettre leurs nominations. Un site web de la Banque a enregistré plus de 26 000 soumissions. La Banque a également établi un comité composé de sept membres, sur lequel j'ai siégé, afin d'évaluer les 461 noms qui satisfaisaient aux critères établis — un des critères était que la femme sélectionnée devait être morte depuis au moins 25 ans. Le conseil a alors compilé une longue liste d'une douzaine de femmes qu'il a présentée au public. Une première sélection a ensuite été soumise au gouverneur de la Banque de Canada Stephen Poloz et au ministre des Finances Bill Morneau, ce dernier était chargé de la décision finale conformément à la Loi sur la Banque du Canada. L'annonce de la première Canadienne qui va apparaître sur un billet de banque est prévue pour l'automne de 2016 et le billet va être émis en 2018 dans le cadre d'une nouvelle série de billets.

La longue campagne et son dénouement éventuel ont mené à une discussion nationale intéressante à propos des personnages historiques féminins et

à propos du potentiel de celles-ci de se retrouver sur un billet. Des journalistes, des commentateurs politiques, des sympathisants de la pétition, des historiens, des étudiants et le public général se sont prononcés sur le sujet en usant différentes tribunes, de la télévision aux émissions de radios en passant par les sondages en ligne, articles, comptes twitter et projets scolaires. Plusieurs ont déploré leur manque de connaissances à propos des Canadiennes dans l'histoire et ont exprimé un vif intérêt à en apprendre davantage à propos des femmes qui ont été suggérées. Alors qu'un sondage national mené par Angus Reid au mois de mai 2016 a montré que les Canadiens sont divisés à propos de la femme à choisir pour ce billet unique, 80% étaient d'accord qu'au moins une femme canadienne doit apparaître au verso d'un billet de banque canadien⁵.

Bien que le fait d'honorer un personnage historique féminin canadien sur le verso d'un billet de banque soit une étape symbolique significative vers l'inclusion des femmes dans notre identité nationale, l'égalité entre les sexes sur les billets de banque et dans tous les autres aspects de la vie au Canada demeure un objectif central, tout autant que l'élection de notre cabinet fédéral actuel l'a été. Et, pourquoi pas?

5 <http://angusreid.org/women-on-money>

UNE RÉCOMPENSE POUR LEUR TRAVAIL DANS LES CHAMPS ET LES USINES » : LES SUFFRAGETTES CANADIENNES TELLES QUE REPRÉSENTÉES DANS DES TEXTES DE L'ONTARIO

ROSE FINE-MEYER

Rose Fine-Meyer est une professeure adjointe dans le programme de maîtrise en éducation et du baccalauréat en enseignement à l'*Ontario Institute for Studies in Education (OISE)*, Université de Toronto.

L'année 2016 marque le centième anniversaire du droit de vote des femmes au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. L'Ontario et la Colombie-Britannique ont suivi. Ceci a pavé la voie vers l'étendue du droit de vote aux femmes dans les élections fédérales en 1918¹. Le sujet du suffrage tient une place unique dans le curriculum d'histoire puisqu'il représente une célèbre expérience dans l'histoire des femmes dans tous les manuels scolaires, même si sa mention n'est que brève. Jusque dans les années 1980, les manuels et les ressources scolaires étaient exclusivement axés sur les réussites militaires, industrielles et politiques des hommes. Les femmes n'y apparaissaient pas, à

l'exception de quelques courtes mentions. Alors, le sujet du « suffrage » offre l'occasion d'explorer comment les expériences historiques féminines entrent dans le curriculum, et comment elles évoluent à travers le temps. Ce qui est évident dans les manuels scolaires d'histoire de l'Ontario, c'est que le suffrage est représenté de façon statique et limité, réduisant des décennies de militantisme pour la réforme par les femmes en une « récompense » législative pour leur bon comportement citoyen. Cet article fait un bref examen de la façon dont le suffrage est présenté dans les manuels officiels utilisés entre 1922 et 2014. Aucun de ces manuels ne propose un examen complet du travail accompli par les femmes

1 Alison Prentice et coll., *Canadian Women a History* (Harcourt Brace, 1998). Au niveau fédéral, le droit de vote des femmes a été obtenu en 3 étapes : la Loi des électeurs militaires, 1917, qui a donné le droit de vote aux infirmières travaillant à l'effort de guerre ; la Loi des élections en tant de guerre, accordée aux épouses, veuves, mères, sœurs, filles de ceux qui ont servi durant la guerre et la Loi ayant pour objet de conférer le droit de suffrage aux femmes, qui a conféré le droit de vote à toutes les femmes britanniques âgées de plus de 21 ans qui satisfaisaient au critère de la propriété de leur province de résidence. Les femmes autochtones et les femmes de certaines religions et races n'avaient pas le droit de vote.

afin d'obtenir la parité au Canada.

Le premier manuel scolaire historique paru après la Première Guerre mondiale en Ontario, publié en 1922, fait une brève référence à l'obtention du droit de vote par les femmes en notant que « le service offert durant la guerre est le fondement du droit de vote pendant la guerre. » Il soutient que sous les conditions de la Loi sur les élections en temps de guerre, « ...le droit de vote a été donné aux mères, sœurs et épouses de tous ceux qui s'étaient enrôlés... »² Dans la première décennie suivant la guerre, les manuels reconnaissent brièvement le suffrage des femmes et le lie au travail des femmes en temps de guerre; le suffrage est considéré comme une récompense pour leur patriotisme. Les manuels de 1930 font référence à l'affaire « Personne », au droit d'admission aux universités, et à « la possibilité d'être élu au parlement, au conseil des ministres et au sénat. »³ Après la Seconde Guerre mondiale, malgré le fait que les femmes sont plus présentes dans les discours, les livres continuent de porter presque exclusivement sur les liens entre le service durant la guerre et le vote⁴. Ces premiers textes forment le gabarit sur lequel les manuels subséquents sont construits. Aucun de ces livres ne reconnaît que les femmes ne partagent pas toutes la même voix, qu'elles ont défendu différentes opi-

nions à propos des réformes qu'elles supportaient, sur la vision qu'elles avaient pour le Canada. Peu de textes font référence aux différentes formes de militantisme du 19^e siècle et du début 20^e siècle, ou que le mouvement des suffragettes était régional, national et international, ou que ce n'étaient pas toutes les femmes qui ont été couvertes par la loi de 1918, cette loi ne s'appliquant notamment pas aux femmes autochtones et aux femmes appartenant à certaines religions et races⁵.

Les premiers écrits universitaires, dont l'article de Deborah Gorham au sujet de Flora Macdonald Denison, une chef de file dans le mouvement de réforme et du suffrage, remettent en cause le discours que le droit de vote a été une « récompense » donnée aux femmes dans le contexte de leur travail de guerre. Gorham soutient que Denison se distingue du lot des « premières femmes docteurs » puisqu'elle ne faisait pas partie de la classe moyenne, mais était plutôt une couturière et une journaliste qui luttait pour les droits des femmes de la classe ouvrière⁶. En fait, c'est uniquement les documents supplémentaires qui font référence aux discours entourant la classe ouvrière, tel que *Years of Conflict* de Desmond Morton qui explore les conditions de travail des femmes, les revendications du NCCW pour des réformes dans le système de santé publique et leurs

2 W.L. Grant. Rev. *The Ontario High School History of Canada* (Toronto: Ryerson Press 1922), 386.

3 Wm. Stewart Wallace, *A History of the Canadian People* (Toronto: Copp, Clark, 1930), 352.

4 George Brown, *Building the Canadian Nation* (Toronto: J. M. Dent, 1946), 411. Bien que les manuels scolaires aient élargi leurs discours, le suffrage des femmes est demeuré un petit point de référence. Texte exact dans Chaffe and Lower, *Canada-A Nation*, (Toronto: Longmans, Green) 1948, avec des réimpressions jouées dans les années 1950.

5 <http://www.elections.ca> La loi sur les élections fédérales de 1948 a supprimé la référence à la discrimination dans le droit de vote sur la base de la race. D'ici 1960, des modifications supplémentaires davantage éliminé la discrimination raciale et religieuse.

6 Linda Kealy, ed. *Not an Unreasonable Claim: Women and Reform in Canada 1880s-1920s* (Women's Press, 1977).

liens avec le vote. Morton reconnaît le « groupe brillant de femmes journalistes, dont Nellie McClung, Cora Hind et Francis Beynon, qui ont élargi la campagne du suffrage en défendant la cause des travailleuses et celle de la tempérance⁷. Ce livre est un des seuls qui reconnaît également que ce n'est pas toutes les femmes qui ont soutenu la guerre; « certaines, dont Flora Denison et Francis Benyon, se sont jointes à la brave minorité de pacifistes »⁸.

La majorité des manuels scolaires ne mentionnent pas la diversité des associations de femmes qui ont existées à travers le Canada. La WCTU, la NCWC, la WI, la WE, la CWSA, pour n'en nommer que quelques-unes, possédaient toutes différents buts et objectifs⁹. Certaines défendaient le droit à la propriété des femmes vivant en zones rurales et certaines défendaient les droits des femmes qui travaillaient dans les usines. Les femmes de la classe moyenne luttèrent pour l'accès à une éducation supérieure, la possibilité de joindre différentes professions et la santé pour les enfants. Les femmes protestantes, les femmes noires, luttèrent pour des réformes sociales à partir de sociétés missionnaires, les femmes catholiques françaises luttèrent pour des réformes sociales, la santé et les services de garde des enfants. Le suffrage avait des liens avec les représentants syndicaux, les associations de

fermiers, les églises, les écoles et les communautés. Il y avait des différences régionales significatives à l'intérieur des mouvements de réformes¹⁰.

Ce qui est également absent est la reconnaissance que les mouvements de réformes sont internationaux par nature. En tant que membre du Commonwealth, les réformatrices canadiennes étaient au courant des réformes en Nouvelle-Zélande et en Australie, qui ont donné le droit de vote aux femmes en 1893 et 1894 respectivement, et du suffrage aux États-Unis et en Grande-Bretagne, à travers les journaux et les discours publics. L'invitation lancée par Dre Emily Stowe à Sarah Curzon en 1882 et à Anna Howard Shaw en 1889 pour venir donner un discours ne sont que deux instances où des suffragettes américaines célèbres ont visité Toronto, et Emmeline Pankhurst, fondatrice et dirigeante du mouvement pour le suffrage de la Grande-Bretagne. Les femmes canadiennes ont également fait partie de la WILPF, leur militantisme pour la paix bien ancré au cœur de l'Association canadienne pour le suffrage, la FWTM, la WCTU, la Croix Rouge, et dans plusieurs sectes religieuses. Plusieurs femmes ont pu voyager à cause de leur travail; il y avait un esprit de militantisme transnational qui unissait les groupes de femmes de différents pays¹¹. Afin d'apprendre sur ces différents groupes, toutefois, les enseignants

7 Desmond Morton, *Years of Conflict* (Century of Canada Series (1983), 15-16.

8 Ibid, 80-81.

9 Noms complets: The Woman's Christian Temperance Union, The National Council of Women, The Women's Institutes, The Dominion Women's Enfranchisement, The Canadian Women's Suffrage Association. Les femmes étaient activement impliquées dans des centaines d'associations de femmes à travers le pays, la plupart desquelles militaient pour la réforme sociale.

10 Voir: Gail Cuthbert Brandt et al., *Canadian Women: A History*, 3^e ed. (Toronto: Nelson Education, 2011)

11 Fine-Meyer, « The good teacher is a revolutionary: Alternative War Perspectives in Toronto Classrooms, 1960s-1990s », in C. Gidney & L. Campbell, eds., *Worth Fighting For: Canada's Tradition of War-Resistance from 1812 to the War on Terror* (Toronto: Between the Lines Press, 2015). Après la guerre, le *Canadian Women's League of Peace & Freedom* a entrepris un examen des manuels scolaires afin d'évaluer les façons dont ils supportaient le militarisme.

devaient introduire des lectures supplémentaires dans leurs cours. Et ce n'est pas tous les enseignants qui en ont fait ainsi étant donné que cela n'a jamais été obligatoire.

Le militantisme social dans les années 1960 et 1970 a permis d'attirer l'attention vers les revendications pour l'égalité entre les sexes, et des chercheuses et organisations de femmes ont mis de la pression sur les gouvernements afin qu'il procède à des changements. La RSCW au Canada a publié plusieurs études¹². Un rapport du gouvernement de l'Ontario en 1973 se concentrait sur l'élimination des préjugés sexuels dans les manuels scolaires. Afin de remédier à la situation, les conseils scolaires ont organisé des ateliers et ont publié des ressources pour les enseignants ; certaines ressources publiées par le ministère de l'Éducation allouaient un petit espace pour l'ajout des récits historiques féminins dans le curriculum¹³. Certains ressources mettaient en vedette des femmes importantes, dont Nellie McClung, Agnes Macphail, Suzanna Moodie ainsi que Clara Barton, Peggy Mann (É-U) Emmeline Pankhurst (R-U)¹⁴.

Il a également fallu beaucoup de temps pour que les manuels scolaires soient mis à jour. *Decisive Decades*, un document populaire des années 1960, a été le premier à inclure le suffrage dans son index et de reconnaître l'inégalité de la Loi¹⁵. Les femmes canadiennes ont été placées dans la section sur la guerre, ajoutant que la loi « a donné le droit de vote aux femmes ; pas à toutes les femmes, en tant que récompense pour leur travail dans les champs et les usines...¹⁶ ».

Dès 1978, et sous l'influence du mouvement grandissant des femmes, les manuels scolaires exploraient l'histoire de la NCWC, discutant de certaines réformes féministes. Un texte inclut une biographie de Nellie McClung et mentionne la façon dont la période de l'après-guerre a transformé « l'ancien régime » et a engendré « une société prête à créer un ordre plus démocratique dans lequel les hommes et les femmes ont une plus grande liberté de remise en question de l'autorité et de choix par rapport à leurs propres rôles sociaux¹⁷ ».

En 1987, la Documentation sur la recherche féministe (DRF/RFR) a publié *Women's Studies in*

12 Voir: *The Report of The Royal Commission on the Status of Women Canada* (1970) et Margaret Wade Labarge et al., *The Status of Women Canada: Volume 8: Cultural Tradition and Political History of Women in Canada* (1971)

13 Ministry of Education for Ontario, *Equal Opportunity for Women in Ontario: A Plan for Action* (June 1973) ; *Girls and Women in Society: A Resource List* (1977). La liste des ressources incluait des films, du matériel audiovisuel, des sources primaires et des biographies, plusieurs desquelles étaient axées sur le suffrage.

14 Ce livre contenait plusieurs photos qui représentaient des femmes comme Lady Aberdeen, Nellie McClung, Agnes Macphail, des travailleuses d'usine, des ouvrières agricoles durant la Première Guerre mondiale, un défilé pour la tempérance en 1905, des femmes bénévoles dans l'armée, la directrice du *Canadian Women's Press Club* de 1923.

15 AB Hodgetts, *Decisive Decades* [Toronto: T. Nelson, 1960], 151.

16 AB Hodgetts, 214-215.

17 R. Stewart, N. McLean, *Forming a Nation: The Story of Canada and Canadians* (Gage Educ.Pub 1978), 223.

Canada, un petit document qui contenait des ressources relatives au suffrage¹⁸. Cette même année, un guide pour enseignants, *Women as Agents of Change*, a reconnu que la plupart des textes d'histoires « font abstraction ou ignorent les contributions des femmes » et que les étudiants peuvent compléter leurs études « en ayant peu ou pas de connaissances sur l'implication des femmes en histoire¹⁹ ». Le guide suggérait que des thèmes, notamment le suffrage, devraient être inclus en tant qu'« études de cas »²⁰. En 1922, le gouvernement canadien a désigné le mois d'octobre comme le Mois de l'histoire des femmes et a fourni des fonds pour une gamme supplémentaire de ressources, mais non dans le but de réviser complètement le curriculum²¹.

Fitzhenry et Whiteside ont publié une série, *Les Canadiens*. Le livre *Nellie McClung* explorait sa vie de famille, ses publications et son militantisme. Ce livret de 62 pages est rempli de documents de source première et contient une liste de lecture pour les étudiants. Il explore l'histoire du suffrage, des lois introduites en Ontario et au Manitoba, et reconnaît le travail de la CWPC, particulièrement celui

de Cora Hind. Le livre note les visites de Emmeline Pankhurst et de Barbara Wiley, qui ont « aidé à motiver le club avec leur enthousiasme neuf » et du travail du Conseil national et du Conseil local pour les femmes²².

McClung a mené une délégation jusqu'au parlement en janvier 1914, représenté par le PEL, le IWSA, le Grain Growers Association, le WCTU, le Conseil des métiers et du travail, le CWPC et le YWCA, reconnaissant par là différents groupes. Il mentionne le fameux Mock Parliament, qui a été mise en scène au théâtre Walker, où « des pétitions ont été présentées, des motions ont été passées... et des projets de loi ont été déposés²³ ». Le livre *Emily Stowe* explore son travail de médecin, de militante et de fondatrice du mouvement de suffrage des femmes au Canada²⁴. S'étant faite refuser l'accès aux écoles de médecine au Canada, la Dre Emily Howard Stowe a obtenu son éducation aux États-Unis, là où elle a fait la rencontre de militantes américaines qui s'impliquaient dans les mouvements contre l'esclavagisme, des droits civils et des droits des femmes. Le livre note sa participation à l'em-

18 Resources for Feminist Research / Documentation sur la recherche féministe incluait Catherine Cleverdon, *The Woman Suffrage Movement in Canada* (U. of Toronto Press 1950; Meg Luxton, *More than a Labour of Love: Three Generations of Women's Work in the Home* (Women's Press, 1980); Alison Prentice & Susan Mann Trofimenkoff, *The Neglected Majority: Essays in Canadian Women's History* Toronto (McClelland & Stewart, 1977).

19 ON Ministry of Education, *Sex-role Stereotyping and Women's Studies Conference Report* (Toronto: 1978), 65.

20 ON Ministry of Education, *The Story of Canada and Canadians, Canada's Original People, Women's Suffrage and Trade Unions*. Intermediate Division Curriculum, 1977, Circular 14 (1983). (Circular H.S.1. 1979-1981).

21 Voir: Rose Fine-Meyer, *Including Women: The Establishment and Integration of Canadian Women's History into Toronto Ontario Classrooms 1968-1993* (PhD Thesis, U. of Toronto, 2012).

22 Mary Lile Benham, *Nellie McClung* (Fitzhenry & Whiteside, 1977), 25. L'auteure souligne la résistance du premier ministre du Manitoba, Rodmond Roblin, qui est ainsi cité: « Je ne veux pas d'une hyène en jupons me parlant de politique. Je veux une créature douce et gentille qui m'apporte mes pantoufles. » CWPC = Canadian Women's Press Club.

23 Ibid, 27-28 *Political Equality League*, the Icelandic Women's Suffrage Association, The Woman's Christian Temperance Union.

24 Janet Ray, *Emily Stowe* (Don Mills, ON: Fitzhenry and Whiteside, 1978) et *Towards Women's Rights* (Toronto: Grolier, 1981).

blématique Convention pour les droits des femmes à Seneca Falls en 1848, où elle a fait la rencontre de Eliza Cady Stanton et Lucretia Mott. En novembre 1876, Stowe a fondé le Club littéraire des femmes de Toronto avec plusieurs militantes canadiennes proéminentes, qui plus tard allait devenir l'Association des suffragettes du Canada. Le livre discute des différentes délégations assemblées par le Club, des milliers de pétitions signées, des détails historiques qui ne se retrouvent pas dans les manuels scolaires²⁵.

Certains conseils scolaires ont mis au point leurs propres ressources. Le Conseil scolaire de Toronto avait un Comité sur le suffrage féminin²⁶. Le suffrage représentait un domaine d'intérêt important pour les enseignants et un module spécial a été créé dans les années 1980 pour tous les étudiants de la 8^e année et s'insérait dans le programme de sciences humaines²⁷. Une pièce de théâtre, *Fighting Spirit, the Story of a Canadian Suffragette*, a également été créée et présentée par le *Toronto Workshop Productions*²⁸. Les responsables du curriculum militaient pour la création de « trousse » spéciales

comprenant des documents et des bibliographies primaires²⁹. Deux ressources, qui ont été publiées par OISE, *Pioneer Women of Western Canada*, contenait des documents de sources premières sur le suffrage, et *Breaking the Mould*, touchait au droit de vote et aux questions relatives au travail³⁰.

Un manuel scolaire populaire des années 1990 incluait des « icônes féminines » à travers les textes et des références au WCTU, à la Dre Emily Stowe et au travail des femmes en temps de guerre. La publication corrigée de 2000 avait effacé ces femmes et dédié uniquement 2 pages au suffrage, notant, « qu'étant donné que les femmes s'impliquaient tellement à l'effort de guerre, elles voulaient participer aux prises de décisions concernant le pays.³¹ » Lié encore la guerre au suffrage n'est pas surprenant, mais d'ici les années 2000s, peu d'attention était dirigée aux mouvements de réformes plus en général. Un texte note que « d'un coup, les parlementaires ont officiellement donné le droit de vote aux élections fédérales à toutes les femmes blanches nées au Canada³² ».

25 Janet Ray, Emily Stowe. Voir aussi Margaret McCallum, *Emily Stowe* (Canadian Pathfinders Series, Grolier, 1989) qui explore également sa vie et son leadership dans le mouvement du suffrage.

26 Toronto Board of Education (TBE) Archives / Women's Studies File, 1980).

27 Myra Novogrodsky. Entretien avec l'auteure, Toronto: October 29, 2009. Voir aussi Myra Novogrodsky, « Generating Women's Studies Programs in the Public Schools: The Use of Human, Print and Audio-Visual Resources », *Canadian Women's Studies*, 6, no. 3 (summer / fall 1985): 34-35.

28 T.B.E. Committees: Status of Women Files. The play was shown to over 900 grade 8 students in the 1980s, then linked to Suffrage units.

29 P. Bourne, *Women in Canadian Society*, (OISE 1978), V. D'Oyley, *Black Presence in Multi-Ethnic Canada* (1978), B. Kane & P. Harris, *The Women's Kit* (OISE 1974), C. Pasternak: *Breaking the Mould* (1977).

30 Les autres dans la série sont Linda Silver Dranoff, *Women in Canadian Law*. (Toronto: Fitzhenry & Whiteside, 1977); Jean Cochrane, Abby Hoffman, Patricia Kincaid, *Women in Canadian Sports*. (Fitzhenry & Whiteside, 1977); Jean Cochrane, *Women in Canadian Politics* (Fitzhenry & Whiteside, 1977).

31 J. Bradley Cruyton, W. D. Wilson. *Spotlight Canada* [Oxford University Press, Toronto, 2000], 116.

32 Margaret Hoozeveen et coll, *Creating Canada* (Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 2014), 200-203.

Alors, en résumé, aucun texte ne discute des conflits et des relations de pouvoir qui ont eu lieu au cœur des communautés, des lieux de travail, des familles et des gouvernements qui ont influencé les efforts des femmes de créer du changement. Aucun texte ne couvre l'entièreté du mouvement à travers le pays ni de ses liens avec la démocratie ; que la lutte pour l'émancipation ne concernait pas un désir des femmes de se faire pour leurs bonnes attitudes citoyennes, mais qu'il s'agissait plutôt de corriger les fautes du passé, un élément essentiel dans une société démocratique. Si les femmes n'avaient pas obtenu le droit de vote, est-ce que le Canada aurait pu continuer à s'identifier comme un État démocratique ? Peu reconnaissent les femmes autochtones, ou les Noires, ou les femmes immigrantes³³. Finalement, les expressions utilisées pour parler du mouvement sont toujours les mêmes à travers les manuels. Étant donné que les textes continuent d'être écrits à partir d'une approche patriarcale, le droit de vote est conceptualisé comme ayant été « donné » aux femmes et les mouvements de réformes sont considérés comme les « difficultés » des femmes. Ils ne discutent pas des expériences historiques diverses des femmes, et par conséquent, continuent de renforcer les inégalités liées au genre.

Ce qui est surprenant est le peu d'attention qui est accordée dans les manuels scolaires au fait d'étendre l'enseignement de l'histoire des femmes. En tant qu'enseignants de l'histoire, nous devons faire

davantage que de questionner la pédagogie, nous devons également remettre en question le contenu. Des théoriciennes féministes, telles que Anne Phillips, ont suggéré que les femmes ont été incluses en tant que « cas spéciaux » et se sont retrouvées en périphéries des discours dominants³⁴. Wendy Brown a soutenu que l'histoire des femmes nécessite un cadre conceptuel nouveau ; une idée qui est audacieuse et tarde à se produire en éducation³⁵. Et ceci, même si l'histoire du suffrage des femmes permet de nous éclairer sur les histoires économiques, politiques et sociales du Canada. Inclure l'histoire des femmes en tant que récompense pour leur patriotisme est aussi décevant qu'historiquement inexact. Les étudiants méritent de connaître l'histoire complète.

33 Les textes ne mentionnent pas le militantisme féministe, dont les premiers travaux de Mary Ann Shadd Cary et son journal *The Provincial Freeman* [1853-1857] qui militaient pour l'abolition de l'esclavage, la tempérance et l'émancipation.

34 Anne Phillips, « Democracy and Difference: Some Problems for Feminist Theory » in Will Kymlicka, ed., *The Rights of Minority Cultures* (New York: Oxford Univ. Press, 1995), 293.

35 Wendy Brown, « The Impossibility of Women's Studies », *Differences: A Journal of Feminist Cultural Studies*. 9.3 (Fall, 1997).



MISE EN CANDIDATURE

LES PRIX D'HISTOIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL POUR L'EXCELLENCE EN ENSEIGNEMENT

VOUS AVEZ UNE APPROCHE ORIGINALE POUR ENSEIGNER L'HISTOIRE CANADIENNE? NOUS VOULONS LA CONNAÎTRE!

La Société Histoire Canada est à la recherche des meilleurs professeurs d'histoire canadienne au pays. Que vous ayez trois ou trente années d'expérience, la Société veut souligner le leadership et l'esprit innovateur des enseignants qui transmettent aux jeunes leur passion pour le passé.

SIX LAURÉATS RECEVRONT

- une bourse de 2 500 \$;
- une seconde bourse de 1 000\$ réservée à leur école;
- une médaille décernée par le Gouverneur général;
- un voyage pour deux personnes à Ottawa afin de participer à une cérémonie officielle à Rideau Hall, assister au Forum Histoire Canada, et festoyer lors du gala Histoire en marche

Pour compléter votre dossier de mise en candidature ou soumettre le nom d'un collègue, visitez HistoireCanada.ca/Prix



THE UNIVERSITY OF WINNIPEG

Teaching History Summer Institute

Looking for a practical professional development workshop that brings together teachers and university faculty, and other educators? Interested in exploring new research directions in history and cutting-edge developments in historical scholarship? Then join the University of Winnipeg's Teaching History Summer Institute!

You will examine and employ evolving methodologies in teaching history, especially in the use of primary sources (manuscript, artifacts, oral history, and more) in the classroom. Gain practical tools for your classroom through field trips to archives, universities, museums, local communities...

“An excellent professional development experience”

–Michael Saj, St. Mary's Academy

Our annual institute is held every summer. In 2016, join us at the Association of Canadian Studies Conference as well!

**The University of Winnipeg's
Teaching History Summer Institute
together with the
Association for Canadian Studies**

22 October 2016

following the 45th Annual MTS Professional Development Day (SAGE Conference)

For more information, see our website at <http://uwinnipeg.ca/history-institute/>, or contact:

Jason Yaremko
THSI Coordinator
Department of History
University of Winnipeg
204.786.9353
j.yaremko@uwinnipeg.ca



THE UNIVERSITY OF
WINNIPEG

